

## 3<sup>e</sup> partie

### Chapitre 8 Secrétaire général d'un comité directeur collégial (1972-1979)

#### **Journées de Vence 72, les nouvelles institutions se mettent en place**

Désireux de mieux comprendre les problèmes du second degré, j'avais participé avec ma famille au stage secondaire national dans le Puy-de-Dôme en juillet 72. En août suivant, les journées de Vence achevèrent la mise en place des trois collectifs (Délégués régionaux, animateurs pédagogiques et C.A. CEL) qui désormais se réuniraient chaque trimestre en un même lieu pour pouvoir tenir également des réunions plénières.

La volonté de redéfinir l'engagement social du mouvement avait amené à demander la rédaction d'un manifeste. Pour le prochain congrès, cette volonté se manifestait aussi par les sujets des grandes séances, notamment « *Math et idéologie* » et « *Langage et idéologie* »

#### **Le congrès d'Aix-en-Provence (Pâques 73)**

Juste avant le congrès, j'appris que ma mère avait été hospitalisée à Rouen. Je m'y rendis avec Micheline et mes deux plus jeunes enfants, je les laissai sur place pour me rendre aussitôt à Aix avec mes deux adolescents.

La fac des lettres où se tenaient les grandes séances venait d'être occupée par une grève d'étudiants qui s'étaient retirés, du fait des vacances, en abandonnant une quantité d'affichages sauvages qui laissaient nos organisateurs effarés. Ils avaient soigneusement préparé les annonces et signalisations, mais rien ne serait visible au milieu de ce fatras. Je leur proposai de ne pas chercher à décoller, ce qui aurait pris plusieurs jours, mais de recouvrir le tout par le collage de grandes feuilles blanches sur lesquelles ils placeraient les affichettes prévues. Ce qui fut fait rapidement.

Dès les premières séances, j'eus rapidement l'impression qu'il y avait, parmi les congressistes, des nouveaux venus (ce qui en soi était positif) décidés à infléchir l'évolution des débats, quitte à les torpiller. Déjà la séance sur *Maths et Idéologie*, préparée avec soin, avait tourné un peu court malgré la présence d'invités compétents, face à une obstruction presque systématique de gens qui voulaient parler d'idéologie, mais surtout pas de maths. Une autre séance avait dérapé, en partie du fait que l'unique animateur (P. Le Bohec) lisait interminablement des citations de Gentes revendiquant le « droit à la connerie ». Il fut servi.

Il était de tradition de rompre la monotonie des menus de restaurant universitaire par un repas différent, propre à la région (à Lille, cela avait été une petite fête de la bière, avec saucisses et frites, dans un local de la foire commerciale). A Aix, il n'existait pas de lieu susceptible d'accueillir ensemble des centaines de congressistes, hormis les locaux d'un traiteur qui organisait souvent des banquets. Les organisateurs réservèrent donc les salles en prévoyant un simple aïoli, plat populaire de la région. A l'entrée des salles, d'un standing évidemment très différent des restaurants universitaires, certains (toujours les mêmes depuis le début) s'indignèrent de cette preuve évidente d'embourgeoisement. Nous avions beau leur rappeler le menu très populaire et l'absence d'autres locaux dans le secteur, ils tenaient à dénoncer ce scandale.

J'avais, avec Maurice Beaugrand, la responsabilité du débat « *Langage et idéologie* ». Nous avons préparé sérieusement le débat en nous assurant la participation de deux linguistes universitaires, cataloguées comme très contestataires par rapport au « beau langage », ce qui n'était pas pour nous déplaire. Pendant que, tous deux, nous faisons le point avant la séance, Maurice me dit : « *L'essentiel est que le maximum de gens puissent parler* ». Je lui répondis que, compte tenu de ce qui s'était passé précédemment, il fallait empêcher tout dérapage hors du sujet. D'accord, chacun devait pouvoir s'exprimer librement, mais en respectant le thème du débat qui était loin d'être anodin. Maurice craignait le reproche de directivité. Pour ma part, sentant que si on laissait filer, le débat tournerait court, une fois de plus, je lui dis que je voulais bien le laisser animer seul la séance, mais que je ne voulais pas prendre le risque d'un dérapage incontrôlé. Effrayé à la perspective de se retrouver dans la situation de Le Bohec la veille, il approuva ma proposition d'accepter toutes les opinions à la condition qu'elles traitent du sujet, en coupant court aux autres.

Ainsi fut fait. Nous avons écrit, au tableau de l'amphi, la trame du débat et celui-ci démarrait dans un échange riche avec la salle, quand survint le type d'intervention que je craignais : « *Tout cela, c'est très joli, mais l'important c'est la lutte des classes. Et de cela vous refusez de parler.* » Quelques applaudissements dispersés prouvaient que les contestataires avaient noyauté la salle. Comme je m'attendais à ce genre de manœuvre, je répliquai aussi sec : « *Quand j'ai envie de discuter de la lutte des classes, je ne le fais pas entre enseignants qui ne sont pas les mieux placés pour la comprendre. Alors, si tu le veux bien, nous allons revenir à notre sujet, loin d'être apolitique : le langage et l'idéologie.* » De vigoureux applaudissements accueillirent ma réplique. On sentait que la majorité des congressistes en avaient assez de voir dévier des débats au sujet prometteur. Les perturbateurs, se sentant très minoritaires, en tinrent compte. Toutes les interventions restèrent dans le sujet, notamment celles, très riches, des deux linguistes. Les échanges furent parfois vifs, mais très stimulants. A la sortie, de nombreux camarades nous remercièrent pour l'animation du débat où ils disaient avoir beaucoup appris, ce qui nous amena à promettre qu'un dossier ferait la synthèse de tout ce qui avait été dit.

A la fin du congrès, fut voté ce qu'on appela *Le manifeste d'Aix* qui précisait, pour ceux qui l'auraient oublié, l'ancrage à gauche de l'ICEM, sans pour autant se mettre à la remorque d'une tendance politique ou syndicale.

Je me suis longtemps demandé ce qui se cachait derrière les perturbateurs systématiques du congrès d'Aix, alors que nul ne semblait les avoir jamais vu dans des réunions de l'ICEM. Jusqu'au jour où l'on a évoqué la phase trotskiste de Lionel Jospin, en précisant que son mentor s'appelait Boris Fraenckel. Or, ce dernier, que j'avais croisé aux CEMEA avait assisté au congrès d'Aix, apparemment en simple auditeur, mais probablement pour sonder si l'ICEM qui venait de changer de statuts, n'offrait pas une occasion de prise de pouvoir politique. Ce fut en tout cas raté.

### **L'enquête sur « L'enfant et son milieu »**

Aux journées de Vence 73, désireux de fédérer les militants autour d'une réflexion sur l'évolution des rapports des enfants avec leur milieu, tant familial que géographique et social, je proposai une enquête échelonnée sur plusieurs numéros de l'Éducateur. J'avais rédigé un prototype de ces questionnaires et je reçus l'approbation du CA. Dans les premiers n° de la revue, furent donc publiées deux pages destinées à stimuler le questionnement. Je fus déçu

par le faible nombre de réactions ; en revanche, celles que je reçus mettaient en relief certains problèmes généralement sous-estimés. Des instituteurs ruraux soulignaient le fait que le développement de l'agriculture intensive, réduisait progressivement les possibilités de jeux et de découverte de la nature pour les enfants de la campagne. Certains endroits boisés servaient même de déversoir en cas de pluies abondantes et devenaient impraticables.

Dans les communes rurales, le regroupement scolaire et la fréquentation du collège obligeaient les enfants à se lever parfois très tôt pour prendre le car de ramassage et ils devaient souvent attendre dans le froid le car ou l'ouverture de l'établissement.

Des enseignants urbains avaient vu disparaître les espaces de jeux de leur enfance au profit des parkings et l'accroissement de la circulation rendait très dangereuse l'utilisation de la rue.

D'autres soulignaient la surcharge des emplois du temps de certains enfants, du fait de la multiplication des loisirs qui devenaient souvent contraignants à cause de l'obligation de suivre régulièrement les entraînements ou les répétitions. Une évolution positive devenait donc parfois négative et expliquait certains refus brutaux lors de l'adolescence.

Ces éléments précieux permirent de réaliser une exposition au congrès de Montpellier mais l'élan général que j'avais espéré impulser n'était pas au rendez-vous.

### **Je demande à être relevé de la préparation de l'Éducateur**

On se souvient qu'un comité de rédaction s'était constitué pour alimenter la revue. Du côté des commissions et chantiers, il nous parvenait des informations qui devaient parfois être orientées vers le bulletin interne *Techniques de Vie*. Le plus embarrassant était de choisir ou d'écarter certains papiers envoyés pour *L'Éducateur* et dont quelques-uns étaient outrancièrement provocateurs, et parfois de véritables torchons juste bons pour la corbeille à papier. Si j'opérais seul le choix, j'apparaîtrais comme le censeur patenté du mouvement et, depuis mon attitude carrée au congrès d'Aix, je soupçonnais certains de vouloir en apporter la preuve. C'est pourquoi je souhaitais une prise de responsabilité collective.

Ce qui me gênait était moins la divergence des opinions, normale dans un comité de rédaction pluraliste, que la dérobade fréquente, du type « *Agis pour le mieux, on te fait confiance* ». D'autant plus que j'appris que certains n'hésitaient pas à regretter par derrière que l'on « gaspille » chaque fois deux pages pour l'enquête sur *L'enfant et son milieu*, alors que nous n'étions pas débordés d'articles et que j'appliquais une décision prise à Vence. Quelques articles me furent transmis pré-maquettés par Bertrand et un petit papier manuscrit, qui ne m'était pas destiné mais n'avait peut-être pas atterri par hasard sur mon bureau, précisait que l'auteur ne me faisait pas confiance, pas plus qu'au maquettiste attitré, pour présenter convenablement son texte.

La goutte qui fit déborder le vase fut une discussion à propos d'un texte humoristique d'un lycéen de Bordeaux sur un *Règlement intérieur de lycée*. L'adolescent y écrivait clairement les arrières pensées qui sous-tendent les interdits et obligations dans ce genre de texte. Ayant reçu la page du journal scolaire, je trouvai le texte suffisamment savoureux et caustique pour intéresser les lecteurs de *L'Éducateur*. Lors d'une réunion de comité de rédaction, au moment du CA, un camarade s'étonna que le texte publié soit différent de celui lu à la classe, comme en témoignait l'enregistrement entendu au stage du Sud-Ouest. Notamment, au lieu de : « *Toute lycéenne portant une minijupe sera exclue comme putain* », le texte publié comportait une formule plus édulcorée telle que : « *jeune fille de mauvaise vie* ». Pourquoi de tels changements ? Je répondis que j'avais publié sans changement le texte du journal

scolaire. Ma déontologie m'a toujours interdit de modifier le texte d'un enfant ou d'un adolescent dont on ne pouvait demander l'avis, sinon ce serait ouvrir la porte à toutes les manipulations. C'était à prendre ou à laisser, comme pour n'importe quelle citation. Pour bien préciser ma pensée, je dis qu'il m'arrivait de rectifier une phrase mal construite dans un compte rendu d'adulte, en veillant bien à ne pas en modifier le sens, mais qu'un témoignage de jeune ne doit jamais être retouché sans son accord.

Certains de mes interlocuteurs ne se satisfaisaient pas de cette réponse et sans se préoccuper de savoir si le texte envoyé à *L'Éducateur* était rigoureusement identique à celui de l'enregistrement, ils insistaient pour savoir qui avait modifié ce texte. Je répétais que je n'y avais rien changé. Alors, le maquettiste ? Je signalai que son travail était purement technique. S'il avait trouvé quelque chose d'anormal, il me l'aurait signalé, mais sûrement pas modifié de sa propre décision. Quelqu'un conclut perfidement : « *C'est probablement l'offset qui a refusé d'imprimer certains mots et les a remplacés* ».

Cela montrait bien les limites de la confiance que l'on me faisait : je devais me débrouiller, mais en cas de problème, c'était à moi de porter le chapeau. De retour à Cannes, je sortis du dossier le texte reçu de Bordeaux, exactement semblable à celui publié dans la revue. J. Brunet, le prof de ce lycéen, expliqua dans les jours qui suivirent que les quelques modifications avaient été discutées par la classe avec l'auteur (certains élèves avaient trouvé plus judicieux d'utiliser une formulation plus feutrée, probablement celle qu'utiliserait l'administration ; cela rendait à leur avis le texte plus insidieux).

Décidé à mettre, une nouvelle fois, le mouvement devant ses responsabilités, je donnai alors ma démission de la responsabilité de *L'Éducateur*, en ajoutant que j'étais prêt à abandonner toutes mes autres responsabilités si l'on ne voulait pas me dispenser de celle-là. On pourrait estimer que c'était un nouveau coup de force de ma part, mais je n'acceptais pas l'irresponsabilité générale concernant la revue.

### **Le colloque Fontanet sur l'éducation**

Fontanet, ministre de l'éducation nationale du deuxième gouvernement Mesmer, souhaitait une mise à plat de tous les problèmes de l'éducation et avait chargé quelques personnalités d'organiser un grand colloque où pourraient intervenir non seulement les politiques et les représentants syndicaux, mais aussi les fédérations de parents, associations d'étudiants. On avait oublié les mouvements pédagogiques, auxquels on avait accordé au dernier moment quelques strapontins. Représentant de l'ICEM, j'avais la charge, avec quelques amis de représenter l'ensemble du courant novateur en éducation.

Il faut reconnaître que le colloque était bien préparé et certains rapports très bien faits, tel celui de Jacques Delors qui avait été, quelques années plus tôt, le promoteur de la formation continue des adultes. Le plus instructif pour moi fut d'entendre discuter en commission les représentants des tendances de gauche et de droite, dont les paroles n'étaient pas toujours très différentes. Ceux qui tranchaient avec cynisme étaient les extrémistes de droite qui ne s'embarrassaient pas de périphrases pour condamner toute tendance à démocratiser l'enseignement.

Pour la clôture, les organisateurs n'avaient pas prévu de temps de parole pour les mouvements pédagogiques. A l'arraché, un temps très court nous fut accordé et mes amis me demandèrent d'être le porte-parole de toute l'éducation nouvelle. Nous avons préparé

collectivement pendant le repas un texte court que je ne pus même pas lire jusqu'au bout, les minutes imparties étant écoulées. Le texte entier fut publié dans les Actes du Colloque.

On sait que la mort de G. Pompidou aboutit à l'élection de V. Giscard d'Estaing à la présidence de la République et la formation du gouvernement Chirac. On n'entendit plus parler des prolongements de ce colloque dont le nouveau ministre de l'Éducation, R. Haby, tira ce qui lui plaisait.

### **L'index alphabétique de la collection BT**

Depuis de nombreuses années se posait le problème d'un index alphabétique permettant aux jeunes de savoir dans quelle brochure de la collection ils pourraient trouver les renseignements recherchés. Aux journées de Vence d'août 73, des militants s'étaient partagé des paquets de brochures pour en tirer les mots-clés, limités à 3 pour chacune. Quand ils envoyèrent le résultat de leur travail, Maurice Menusan me dit son désarroi pour exploiter ce travail. Beaucoup de brochures n'avaient pas été répertoriées et il aurait fallu une révision complète. De plus, les critères de choix des mots-clés variaient d'une personne à l'autre (par exemple, une brochure sur les *Alpes du Nord* était également référencée logiquement à *Montagne*, alors que celle sur les *Alpes du Sud* ne l'était pas). En analysant le travail, je m'aperçus qu'il était arbitraire de fixer à 3 le nombre de mots-clés ; cela peut être excessif si le sujet est très simple, comme le lama ; en revanche, il est normal d'inscrire chaque nom de poisson décrit dans une brochure sur les poissons de mer.

D'après mon analyse, plutôt que de réviser le tout pour combler les nombreuses lacunes, il valait mieux recommencer l'ensemble en tenant compte des erreurs perçues. Pour un dépouillement collectif, il aurait fallu se mettre d'accord sur l'unification des critères et cela aurait demandé des heures de rencontre, impossibles à dégager. Faisant un essai sur une vingtaine de brochures, je chronométrai le temps passé. Il suffisait de multiplier par le nombre de vingtaine de la collection pour calculer le temps total. J'en déduisis qu'en un certain nombre de soirées, je pourrais en venir à bout seul ; l'avantage serait la cohérence de mes critères qui tenaient compte du travail précédent, sans chercher à me calquer sur lui.

L'important était de ne pas confondre les collections et de noter en plus **J** devant le n° de chaque BTJ, **S** pour les SBT, **Son** pour les BT Son, **D** pour BT Deux.

Dans les délais prévus, je me trouvais avec une liasse de feuilles indiquant, à côté de chaque n° de brochure les mots-clés retenus. En relisant le tout, je m'apercevais de quelques incohérences qu'il suffisait de corriger, au besoin après avoir consulté à nouveau les brochures concernées.

Le plus long restait à faire : la mise en ordre alphabétique de tous ces mots-clés. Dans le projet initial, les militants avaient prévu le report sur fiches perforées, poinçonnées ensuite à l'initiale, comme pour les tickets de PMU de l'époque, et triées avec une aiguille à tricoter. Il me semblait plus rapide de reporter chaque mot-clé, suivi du n° de la brochure, sur une petite fiche. On reclasserait ensuite toutes ces fiches alphabétiquement. Je fis massicoter des chutes de bristol pour réaliser ces fiches et Micheline m'aida à la maison au report des mots-clés. On se payait même le luxe de vérifier régulièrement l'absence d'erreurs.

Nous nous trouvions maintenant devant des milliers de petites fiches à classer par ordre alphabétique. Même à deux, c'était presque insurmontable. Déjà le tri par initiale avait demandé un gros travail. Alors, on en fit un jeu, comme au loto ancien, en associant nos quatre enfants et même la parenté venue nous voir. On se répartissait, par exemple, tous les

mots commençant par B, puis j'appelais Ba, Be, Bi, etc. On classait au fur et à mesure toutes les fiches, dont le paquet était fixé par un élastique pour ne plus le mélanger. A notre jeu, il n'y avait que des gagnants et une bonne glace les récompensait. Il ne resta plus à Micheline qu'à recopier, à son rythme, les fiches par ordre alphabétique, en regroupant les différents numéros de brochures du même mot-clé.

On trouvera peut-être ridicule de me voir détailler les étapes de ce travail de bénédictin. Je veux simplement montrer que l'on peut venir à bout en quelques semaines d'un énorme répertoire. Après mon départ de Cannes en 85, malgré les possibilités que fournit désormais l'informatique, il ne fut jamais renouvelé avec cette exhaustivité (en incluant les n° épuisés de chaque collection, parfois trouvables en bibliothèque) et cette exactitude.

Ce travail fut d'abord publié en feuilleton dans *L'Éducateur*, puis sous forme de brochure.

### **Le congrès de Montpellier (Pâques 74)**

La principale originalité était la présence de deux expositions pédagogiques (sans compter les habituelles expositions artistiques) : l'une, préparée par moi, d'après l'enquête « *L'enfant et son milieu* », l'autre, préparée par Bertrand, pour la relance de l'imprimerie à l'école.

Pour ne pas déclencher un nouveau scandale sur le luxe d'un local d'accueil, ce fut un gymnase qui accueillit le traditionnel repas hors restaurant universitaire.

Parmi les décisions prises, une restructuration générale des responsabilités amena à demander à Michel Pellissier de venir à Cannes à la rentrée suivante pour s'occuper de *L'Éducateur* et d'autres travaux de liaison. Je conservais toutes les autres responsabilités qui suffisaient d'ailleurs à occuper mes journées.

### **Les Journées d'études 74 quittent Vence pour La Londe (Var)**

Depuis plusieurs années, les participants aux journées de Vence devenaient de plus en plus nombreux. Comme ils ne pouvaient tous loger dans les locaux de l'école Freinet, certains installaient leur tente ou leur caravane sur un terrain appartenant à la CEL, au contrebas de l'école. Des plaintes avaient été déposées pour camping sans conformité (probablement par des propriétaires de camping, hélas trop éloignés du quartier, ou par des adversaires de toujours de Freinet). Compte tenu de la durée très courte du séjour, la Préfecture avait accordé une dérogation pour 73, en faisant comprendre qu'il faudrait désormais chercher une autre solution.

Nos camarades du Var avaient signalé qu'il existait à La Londe un camp de toile et un terrain de camping pouvant nous accueillir après le 15 août. Les réunions de travail se dérouleraient dans l'école voisine.

C'est au cours de ces journées que, sur proposition du groupe girondin, il fut décidé que le prochain congrès de Bordeaux rechercherait le bilan de toutes les initiatives, de tous les petits groupes de travail existant dans les groupes départementaux.

### **Le congrès de Bordeaux (Pâques 75)**

La plupart des groupes départementaux avaient répondu à la proposition d'inventaire des groupes de travail locaux et l'on se trouvait face à de nombreuses initiatives qui pouvaient se montrer au congrès, grâce aux multiples salles dont nous disposions. Toutefois, il fallait essayer d'éviter l'émiettement. J'avais proposé que des observateurs veillent à ne rien laisser perdre, prennent des notes, des photos, enregistrent des discussions. Non pas pour tout garder

en mémoire, ce qui était impossible, mais pour constituer une sorte de bloc-notes utilisé pendant le congrès pour signaler aux congressistes des travaux qui pouvaient les intéresser.

Beaugrand coordonnait tous ces observateurs et, chaque demi-journée, nous les réunissions un moment pour faire le point. En fin de congrès, nous voulions rendre compte au maximum de toute cette richesse à l'ensemble des congressistes qui n'en avaient perçu qu'une petite partie. C'est là qu'intervint le savoir-faire de P. Guérin et G. Paris qui, dans la soirée et une partie de la nuit précédant la séance de clôture, réalisèrent, en tenant compte des avis et réactions des observateurs, un montage audiovisuel dynamique et très représentatif. Le représentant des CEMEA, P. Vercoutère, vint me dire qu'il avait été impressionné par la richesse du contenu et la qualité de communication du montage.

### **Le dépliant ICEM sur « Les exigences d'une vraie réforme »**

Pour populariser la réforme Haby, le ministère avait réalisé un petit dépliant largement diffusé aux enseignants et parents d'élèves. On voulait y démontrer que, grâce au collège unique, les chances seraient désormais égales pour tous. Je pensais que c'était pour l'ICEM l'occasion de préciser nos idées sur le changement dans l'éducation. J'avais préparé des arguments que j'avais soumis au CD plusieurs semaines avant le congrès et j'avais réalisé une maquette dactylographiée en vraie grandeur qui donnait une idée précise du dépliant proposé.

Ce projet fut bien accueilli. Sa réalisation définitive serait faite aussitôt après le congrès. Les groupes départementaux en commanderaient des exemplaires au prix d'impression (pour éviter tout gaspillage). Ce qui permit, au cours du troisième trimestre scolaire, une diffusion certes moins large que le dépliant Haby, mais néanmoins très significative.

### **La commission « Ouvertures » lance l'initiative d'un « Projet d'Éducation Populaire »**

Il s'était constitué une commission baptisée « Ouvertures » qui voulait dépasser les préoccupations purement pédagogiques, ce qui était louable en soi, mais parfois horripilait à cause de la manie de certains gauchistes de se prétendre plus révolutionnaires que les autres, sans donner d'autres preuves que leurs paroles. Cette commission avait proposé à la fin du congrès de Bordeaux la mise en chantier d'un vaste *Projet d'Éducation Populaire*, ce qui fut accepté par la grande majorité des congressistes.

### **L'administration refuse de renouveler mon congé pour convenance personnelle**

Depuis septembre 67, l'administration me renouvelait régulièrement ma mise en disponibilité, grâce notamment à la bienveillance de mon ancien inspecteur d'académie de Rouen. Mais l'administration centrale s'aperçut que j'avais dépassé mes droits et exigeait que je reprenne un poste à la rentrée 75 ou que je démissionne. C'est une décision que je ne voulais pas prendre sans réflexion. D'une part, je ne voulais pas obliger le mouvement à me conserver définitivement à son service; d'autre part; je ne savais rien faire d'autre que la classe et que serais-je devenu en cas de départ de Cannes ?

Me souvenant de la proposition faite par les CEMEA en 67, j'eus l'idée, après accord du CD de l'ICEM, de demander qu'ils me détachent administrativement, mon salaire leur étant remboursé par le mouvement. Cela fut accepté en attendant une autre solution administrative. Le SNI nous avait dit que l'ICEM pourrait facilement obtenir quelques détachés, puisque cela ne coûtait rien à l'Etat, simplement la non radiation de la fonction publique et la possibilité

de cotiser pour la retraite. Pour obtenir des détachements, il fallait une légère modification des statuts de l'ICEM qui fut votée l'année suivante, mais ce fut le ministère des finances qui s'opposa aux détachements sous le prétexte que les travaux dont nous faisons état dans la demande « *étaient déjà couverts par l'INRP* ». Je dus donc rester dans cette situation transitoire jusqu'à mon détachement au Musée de l'Éducation, 10 ans plus tard.

### **Les journées d'études d'août 75 à Draguignan**

Comme les responsables désiraient pouvoir faire une visite de la CEL, ils avaient réclamé un lieu peu éloigné de Cannes et le groupe varois avaient trouvé un établissement secondaire avec internat à Draguignan.

Le travail se déroula comme habituellement. On y décida que le congrès de 76 à Clermont-Ferrand opérerait la synthèse des petits groupes de travail locaux avec les commissions permanentes de l'ICEM.

La principale singularité fut une lettre adressée au CD de l'ICEM par Madeleine Bens-Freinet informant que, puisque l'école Freinet ne servirait plus de lieu de rencontre de l'ICEM, elle renonçait désormais aux abonnements et matériels gratuits, fournis jusque là par la CEL. Cela déconcertait le CD qui répondit, sur mes conseils, qu'aucune décision de ne plus utiliser l'école Freinet n'avait été prise, simplement l'obligation où nous étions de trouver des locaux plus vastes pour les journées d'études. D'ailleurs, un stage régional du Sud-Est s'y était tenu l'année précédente. Bien que n'ayant jamais remis en question la gratuité pour l'école Freinet, la CEL appliquerait ce qui lui serait demandé. On ne tarda pas à comprendre le sens de cette lettre déconcertante.

### **La prise de distance de l'école Freinet avec l'ICEM**

Maurice Berteloot était officiellement en retraite depuis plusieurs années. C'était maintenant le tour de Clem, son épouse, et tous deux quittaient donc l'école Freinet, en juillet 75, pour habiter non loin de là, dans la maison qu'ils avaient fait construire.

Pour les remplacer, Élise Freinet avait demandé conseil au couple Sence, ses amis inconditionnels du Nord, qui proposèrent deux de leurs jeunes collègues. Avant les vacances, Élise avait convoqué le délégué départemental des Alpes-Maritimes pour demander que son groupe fasse le meilleur accueil à ces nouveaux instituteurs, ce qui allait de soi. Néanmoins, elle ne lui avait pas précisé la façon dont ils seraient présentés aux parents d'élèves.

Quelques jours avant la rentrée scolaire, en effet, Madeleine Porquet et Jacques Bens les avaient tous réunis à l'école Freinet pour leur présenter les nouveaux enseignants et ils leur annoncèrent qu'on allait enfin voir mise en application la vraie pédagogie Freinet, si longtemps abandonnée par le couple Berteloot. On avait attendu leur départ pour vider un contentieux qui traînait depuis 7 ans. Certains parents prirent très mal cette affirmation : depuis des années, ils payaient pour que leurs enfants reçoivent la pédagogie Freinet et on leur annonçait maintenant que ce n'était pas le cas. Pourquoi les avoir si longtemps trompés ? Voyant dans quelle atmosphère démarrait l'année scolaire, l'un des instituteurs se désista et les Sence en trouvèrent un autre.

On se doute que, dans un tel contexte, les actes des nouveaux enseignants étaient observés d'un œil critique. Certains parents entrèrent rapidement en conflit ouvert. Gisèle Devulder, qui appartenait jusqu'à présent à l'équipe Berteloot, était tiraillée entre l'envie de calmer les affrontements et le reproche que lui faisait Élise de ne pas renier ses collègues et amis des



huit années précédentes. Une rupture ne tarda pas à se produire et un certain nombre de parents dissidents créèrent une petite école à La Gaude, à quelques km de Vence, et demandèrent à Gisèle de les suivre.

Afin d'être complet sur ce sujet, il faut ajouter que, pour alléger la charge financière, ces parents décidèrent plus tard qu'ils pouvaient se passer d'enseignant et se relayer pour éduquer leurs enfants. Gisèle Devulder fut congédiée et fonda une autre petite école privée à Saint-Jeannet, toujours dans le même secteur géographique.

### **L'annuaire des travaux de l'ICEM**

Pendant l'été 75, André Mathieu avait demandé aux autres membres du CD quelle utilisation on ferait des réponses des groupes départementaux pour le congrès de Bordeaux. Faute d'une réaction précise, j'avais proposé la constitution d'un annuaire où l'on ne se contenterait pas d'énumérer les départements avec leurs différents groupes de travail, mais où l'on opérerait un classement par thème. Pour éviter toute confusion, on appellerait **module** chaque petit groupe de travail local, **commission** le niveau national, **secteur** le regroupement par grands thèmes, **chantier** un groupe de travail à but très précis : animation de revues, réalisation d'outils pédagogiques. Je fus chargé de réaliser ce travail de synthèse.

### **Le congrès de Clermont-Ferrand (Pâques 76)**

Comme en 73, une grève avait mobilisé les étudiants dans les universités. Problème, cette fois-ci, l'occupation ne s'était pas terminée au début des vacances de Pâques. Le noyau le plus dur devenait de moins en moins nombreux, mais risquait d'empêcher l'utilisation de la faculté pour le congrès. Comme d'habitude, j'étais arrivé à l'avance et je proposai à nos camarades du Puy-de-Dôme une négociation avec les étudiants grévistes. Ceux-ci étaient conscients que leur nombre réduit les exposait à être délogés par surprise par les CRS. Nous leur propositions une déclaration commune : l'ICEM affirmait sa solidarité avec la lutte des étudiants, eux décidaient de laisser la place pour la tenue d'un congrès qui avait compris le sens de leur combat. Ils se retiraient ainsi sans avoir capitulé. Il ne restait plus qu'à démonter la barricade de mobilier scolaire qui bloquait le hall d'entrée.

La synthèse des modules locaux autour des commissions nationales se réalisa comme prévu. Principale singularité du congrès : pendant plusieurs réunions du soir, des représentants de partis politiques ou de syndicats furent invités à présenter, tour à tour, à des moments différents, leurs positions sur l'éducation, suivies d'un débat avec les congressistes.

### **Un comité directeur en renouvellement permanent**

Les statuts précisaient que le mandat des membres du CA durait 3 ans et qu'il était renouvelable une fois. Afin d'éviter le renouvellement complet la même année, il y avait eu tirage au sort pour désigner ceux qui devraient être renouvelés plus tôt.

Pour le comité directeur, une règle non écrite s'était instaurée : le mandat durait au maximum 3 ans et n'était pas renouvelable. Seul le CA de la CEL, non touché par ces règles draconiennes, récupérait parfois comme administrateur un ancien du CA de l'ICEM, encore jeune et dynamique, mais atteint par le non-renouvellement.

Du fait de ces dispositions, le comité directeur se modifiait chaque année et se trouvait totalement renouvelé tous les 3 ans. Cela ne me gênait pas personnellement, car j'avais de bonnes relations avec tous, mais provoquait un discontinuité dans la direction du mouvement.

Finalement, comme seul le secrétaire général était stable, il constituait malgré lui l'élément de continuité et pourrait sembler, à terme, un obstacle au changement. C'était l'effet pervers de la valse des militants élus.

### **Une proposition de réflexion collective sur les « Droits et besoins des enfants »**

La référence mythique au futur *Projet d'éducation populaire*, que l'on appelait désormais le PEP, revenait régulièrement dans certains débats de l'ICEM, comme s'il était plus commode de parler de quelque chose qui n'existait pas. Cela m'agaçait, parce que facilitant toutes les manipulations.

Je me demandais si une réflexion sur les droits et les besoins des enfants ne permettrait d'articuler nos propositions pour l'éducation populaire. Je pris l'initiative de proposer une trame à critiquer et quelques débuts de développement. Il s'agissait uniquement d'impulser la réflexion. Peine perdue, malgré la publication dans *Techniques de Vie*, bulletin reçu dans tous les groupes départementaux, il y eut très peu de prolongement. Le sujet semblait peu préoccuper les militants.

### **Les journées d'été 76 à Nice**

Il n'était pas possible de revenir à Draguignan et le CA tenait à la proximité de Cannes pour permettre des contacts avec l'entreprise CEL. Je fus chargé de trouver un lieu susceptible d'héberger et d'accueillir, pendant la troisième semaine d'août, plus d'une soixantaine de militants pédagogiques. C'était compter sans l'utilisation maximum de tous les internats scolaires disponibles, pour l'accueil des groupes d'enfants et d'adolescents sur la Côte d'Azur. Lassé de rechercher au coup par coup, je consultai au rectorat la liste recensant tous les locaux utilisables. Finalement, il ne restait qu'un internat d'établissement technique de Nice que des travaux avaient empêché d'utiliser dès le mois de juillet.

Je finis par obtenir l'autorisation d'y accueillir les journées d'été de l'ICEM à la condition d'assurer moi-même la gestion et de recruter le personnel de cuisine et de service. Nouvelle difficulté car, dans cette région, toutes les personnes disponibles étaient engagées bien à l'avance pour le tourisme. Je pouvais assurer l'économat. Grâce au fichier des CEMEA, je finis par dénicher un cuisinier de lycée qui avait décidé de ne travailler qu'en juillet et qui accepta de nous consacrer une semaine d'août. Pour compenser l'absence d'aides de cuisine, je fus obligé d'embaucher ma fille et son copain. Les militants, conscients des difficultés, prirent en charge très coopérativement le service à table et le rangement. Mais nous sentions tous qu'il faudrait rechercher des solutions d'hébergement ailleurs que sur la Côte d'Azur.

Un problème lancinant était le PEP. (comme on appelait désormais le *Projet d'Éducation Populaire*). Certains continuaient de s'y référer comme s'il était rédigé, alors que les seules contributions reprenaient des textes de Freinet antérieurs à 1930. J'avais espéré que la réflexion collective sur les droits et besoins des enfants pourrait nourrir le projet, mais j'avais reçu très peu de réactions.

Je n'avais pas cru à la nécessité du PEP. en 1975, puisque nous avions déjà la charte de 68 et le manifeste d'Aix de 73, mais je pensais qu'il fallait absolument aller jusqu'au bout de ce travail de synthèse pour ne pas rester sur une velléité non aboutie et pour empêcher toute récupération manipulatrice par une minorité décidée à parler au nom du mouvement. Le CA, convaincu aussi de cette nécessité, laissa à Jacky Chassanne (membre du CD) et à moi le soin de relancer ce travail.

### **Des centaines de notes au CD, pas toujours prises en considération**

Je considérais, comme faisant partie de ma responsabilité de secrétaire général de l'ICEM, la rédaction fréquente de notes de synthèse sur des événements divers, internes ou extérieurs au mouvement, mais utiles à connaître pour réagir éventuellement. Si ces synthèses étaient généralement appréciées, il arrivait aussi que le CD n'en tienne aucun compte. Je me souviens, par exemple, que dès juin 76 les élections municipales de mars 77 s'annonçaient chaudement disputées entre la gauche et la droite et j'avais suggéré au comité directeur de prévoir la mise au point d'un court dossier sur les exigences éducatives (scolaires et non scolaires) dans l'action municipale, afin de le faire remettre localement au maximum de candidats, ce qui était rendu facile par notre implantation dans de très nombreuses communes.

Je ne reçus aucune réaction à ce sujet, le calendrier des travaux prévus semblant déjà chargé. Je n'aurais rien trouvé à redire si, en janvier, un des membres du CD, J. Baud, n'avait alerté ses collègues sur l'importance de l'enjeu des élections de mars et la nécessité de ne pas rester en dehors du débat. Je réagis alors avec une certaine vigueur en demandant si je servais à quelque chose. Ou bien on avait, pour de bonnes raisons, renoncé à intervenir dans le débat des municipales, ou bien il fallait écouter assez tôt mon conseil d'anticiper. En janvier, on ne pouvait faire rien d'autre qu'un édito de *L'Éducateur*, c'est-à-dire pas grand-chose.

Mon coup de colère provoqua mon invitation à la réunion interne du CD qui suivit. Je ne tenais pas à interférer sur les décisions à prendre par les responsables élus, mais il était primordial de redéfinir mon rôle dans la préparation des choix de décision et le suivi des applications.

### **Relance du travail sur le projet d'Éducation Populaire**

Pour avoir une base de discussion, je lançai un premier texte de départ. Comme j'avais annoncé que c'était en vue du PEP, il ne resta pas sans réaction (enfin !). Certains étaient choqués que quelqu'un n'appartenant pas à l'équipe de départ se permette d'intervenir, ils prétendaient ne pas être dépossédés de leur propriété. Mais comme ils voulaient en faire le projet de l'ICEM et qu'ils n'avaient pratiquement rien fait jusqu'à présent, il fut facile de leur répondre. D'autres trouvant mon texte trop peu idéologique, s'empressèrent de faire une contre-proposition d'un registre pseudo-syndical. Enfin, des camarades de bonne volonté virent la possibilité de faire la synthèse de tout cela. Le travail était lancé.

Un groupe de travail régulier s'organisa. Il était composé de militants de la région Ile de France, pouvant se réunir facilement avec nous, et nous avons veillé à ce que toutes les sensibilités syndicales et nuances politiques de gauche y soient présentes (anarchiste, maoïste, trotskiste, communiste, chevènementiste, mitterrandiste, rocardienne, radicale de gauche et hors-partis, avec aussi d'ardentes féministes). Au début, les passes d'armes entre extrémistes de gauche m'inquiétaient, tant certains voulaient démontrer que la « grande famille ICEM » était un mythe mensonger. Pourtant, dès que nous revenions à la réalité du travail avec les enfants et les adolescents, les divergences semblaient moins insurmontables. Comme le répétait souvent Freinet : « *C'est notre travail qui nous unit* ».

Après bien des efforts et de nombreux échanges avec les militants des divers départements qui ne pouvaient venir à Paris, mais auxquels nous ne voulions pas apparaître comme un cénacle parisien, on put répercuter une première synthèse. Elle suscita des réactions très

encourageantes, venues notamment des plus anciens pionniers qui nous prouvaient qu'ils se reconnaissaient bien dans notre réflexion.

### **Le congrès de Rouen (Pâques 77)**

Le congrès se déroulait à l'université de Rouen, c'est-à-dire à Mont-Saint-Aignan où nous habitions avant notre départ à Cannes en 67. D'ailleurs l'amie qui avait succédé à Micheline à la direction de l'école maternelle, nous avait prêté son logement de fonction, qui avait été le nôtre, puisqu'elle serait absente pendant les vacances de Pâques. Ce retour était pour nous très émouvant. Il faut noter que la directrice de l'école normale toute proche avait refusé l'utilisation de ses locaux pour l'hébergement et le travail des congressistes. Il avait fallu rechercher des internats plus lointains et tenir certaines réunions au CRDP voisin.

Comme l'année précédente, le congrès n'était ouvert qu'aux travailleurs réguliers des groupes et des commissions et le travail suivait son cours sans difficultés. Seul fait notable, le groupe de Seine-Maritime avait voulu poursuivre l'ouverture en proposant à des syndicalistes de débattre entre eux sur leurs perspectives en matière d'éducation. Peut-être n'avait-on pas annoncé clairement à l'avance la liste des différents intervenants. Un membre rouennais du bureau national du SNI qui s'attendait sans doute à la seule présence des autres syndicats de la FEN, fut surpris d'apercevoir un responsable du SGEN-CFDT et déclara qu'il refusait de s'asseoir à la même table. Tollé général des congressistes de toutes tendances qui trouvaient surprenant un tel sectarisme, si peu conforme à l'esprit du programme commun de la gauche. On réussit à arrondir les angles et les responsables nationaux du SNI regrettèrent l'incident.

### **Les journées d'été 77 à Laroquebrou**

Le CA avait enfin admis l'impossibilité de trouver des locaux assez vastes sur la Côte d'Azur en août et des camarades avaient cru bien faire en proposant un lieu central, dans le Cantal. Le problème était l'accès difficile pour tous les participants, quelle que soit leur provenance. L'expérience ne fut pas renouvelée.

Le comité directeur avait proposé une déclaration de soutien aux candidats de la gauche unie pour les prochaines élections législatives. C'était compter sans deux groupes militants : ceux de l'ultra-gauche qui refusaient de se reconnaître dans cette union de la gauche et ceux qui estimaient que l'ICEM n'avait pas à s'impliquer directement dans le combat politique, mais à rappeler ses positions au niveau du changement de l'école (sans prendre personnellement position, je partageais plutôt ce dernier point de vue). La proposition fut abandonnée.

### **Le CD veut impulser une meilleure animation départementale**

Constatant qu'il existait une disparité au niveau de la vie des groupes départementaux, le CD essaya de promouvoir une politique de formation des animateurs départementaux en prenant appui sur les plus dynamiques d'entre eux. On avait prévu, après discussion au congrès, d'organiser un stage d'animation pendant l'été 78.

### **GFEN et CEMEA proposent à l'ICEM une initiative commune**

Le programme commun de la gauche était très décevant dans son chapitre concernant l'enseignement. Cela n'avait rien de surprenant du fait de l'emprise des universitaires et des syndicalistes sur les partis de gauche. Les CEMEA et le GFEN prirent contact avec l'ICEM

pour envisager une initiative commune qui correspondait bien à ce qui avait été souhaité aux journées d'été.

Je fus chargé avec Jacky Chassanne de négocier un texte commun. Nos interlocuteurs principaux étaient Bernard Veck pour les CEMEA, Josette Jolibert et le couple Bassis pour le GFEN. Après plusieurs réunions de travail, il ne nous fut pas difficile de trouver un accord sur le contenu et les termes employés dans une petite brochure de 16 pages, intitulée : *Pour un changement politique qui ouvre sur la transformation profonde de l'éducation et du système scolaire, les CEMEA, le GFEN et l'ICEM, mouvements d'éducation nouvelle, définissent les exigences du changement.* Après accord des instances de nos mouvements respectifs, cette plaquette fut imprimée par la CEL et diffusée par les trois mouvements.

Le GFEN avait tenu à ce que nous rencontrions les syndicats enseignants pour obtenir leurs réactions et si possible leurs engagements sur nos propositions. Il fallait effectivement le faire, mais j'étais personnellement sans grande illusion. Lors de la rencontre avec des dirigeants du SNES, le plus déçu fut H. Bassis en se heurtant à la langue de bois d'un responsable, communiste comme lui. En fin de réunion, il exprima clairement son indignation devant le monolithisme obtus du syndicat.

Le principal effet de ce travail fut de rapprocher nos mouvements et d'affirmer nos positions en cas de victoire politique de la gauche, qui se fit attendre encore quelques années.

### **Le congrès de Nantes (Pâques 78)**

Personnellement, j'abordais ce congrès, très fatigué. Contraint de déménager dans les jours précédents (notre propriétaire ayant vendu notre appartement), je n'avais pu recourir à un déménageur professionnel et, avec mes enfants et des fils d'employés de la CEL, nous avions à peine posé les meubles sans les remonter que je devais prendre le train de nuit pour Nantes.

Sur place, l'ambiance n'était pas au beau fixe. Une minorité du groupe d'accueil avait entraîné les autres pour déclarer « persona non grata » tout inspecteur (même militant ICEM), avec une méfiance identique pour les conseillers pédagogiques, membres du mouvement.

Beaucoup de responsables départementaux avaient critiqué l'ingérence insupportable que représentait, à leurs yeux, l'impulsion du CD pour l'animation des groupes. Le CD capitula en rase campagne. Le CA CEL qui avait décidé d'adjoindre au stage prévu une large réunion sur l'animation des chantiers des collections BT, maintint le principe de son propre stage.

La séance de clôture s'annonçait difficile, notamment avec la prévision d'un coup de force minoritaire sur le refus de l'inspection (dont nous savions qu'il ne serait, de toute façon, pas appliqué par la majorité des militants). Je sentais le CD échaudé par ses reculs et je lui fis la proposition d'animer cette séance. Celle-ci se tenait dans un amphi de chimie avec ses paillasses carrelées de démonstration. Une des grandes gueules ayant reproché aux animateurs de se retrancher derrière cette sorte de bunker, je pris la décision de parler devant, auprès des premiers rangs, pour montrer que les minorités bruyantes ne m'effrayaient pas. Le dialogue fut parfois rude, mais j'avais bien évalué le rapport de force, la majorité était clairement avec nous.

Nous aurions souhaité que la mouture définitive du PEP soit approuvée par vote général. La question fut éludée, mais j'obtins sa publication dans un n° spécial de *L'Éducateur*. Comme on m'objectait que cela chamboulerait le planning de préparation de la revue, je pris l'engagement de mettre en page moi-même ce numéro. J. Chassanne engagea des

négociations avec les éditions Maspéro pour une édition ultérieure en livre, sous le titre : *Perspectives d'éducation populaire*.

Malgré ma fatigue, j'avais assumé sans reculer, mais j'étais décidé à ne plus monter systématiquement en première ligne. Je venais de poser aux instances du mouvement le problème de mon avenir. Je n'avais nulle intention de rester définitivement secrétaire général de l'ICEM (certains m'appelaient, avec plus d'humour que de véritable méchanceté, « secrétaire perpétuel »). Atteignant sous peu 50 ans, je pouvais encore retourner dans l'enseignement, seul métier que je savais faire. Sinon, le mouvement devait prévoir mon glissement vers d'autres fonctions à son service, jusqu'à l'âge de 60 ans. Cette deuxième option fut choisie et j'étais décidé à trouver une opportunité d'abandonner progressivement le secrétariat général pour d'autres activités indispensables au mouvement.

J'avais fait pour le CA une analyse critique de ce que j'appelais la « mentalité féodaliste » de certains militants des groupes départementaux et des commissions. L'écoute attentive et la prise en compte de tous les travailleurs de base n'a rien à voir avec l'acceptation de fiefs qui s'estimeraient propriétaires de la pensée et de la parole du mouvement sur leur territoire local ou leur spécialité. Il me paraissait choquant que certains responsables considèrent, comme une ingérence du « sommet », le souhait de renforcer l'animation et l'ouverture.

De même pour ceux qui estimaient que les problèmes des équipes pédagogiques ne concernaient que ceux qui avaient déjà la chance d'être regroupés en équipe. Ils avaient certes beaucoup à nous apprendre, mais le mouvement devait penser principalement aux moyens de constituer de nouvelles équipes dans toute la France et à tous les niveaux d'enseignement. On aurait pu en dire autant pour toutes les commissions et tous les chantiers.

### **Les journées d'été 78 à la Baume d'Aix**

J.P. Colson, membre du CD, avait appris qu'une maison appartenant à des Jésuites acceptait d'accueillir des groupes d'études, en leur proposant moyennant pension, l'hébergement, le nourriture et des salles de réunion. Comme décidé par la CA CEL, les travailleurs des chantiers BT, BTJ, BT2 s'y réunirent d'abord et constituèrent un *Comité d'animation BT* les regroupant, pour étudier tous leurs problèmes communs.

Les journées d'études proprement dites prirent les deux décisions importantes suivantes.

### **L'inversion du calendrier des rencontres nationales**

Il devenait de plus en plus difficile de trouver des hébergements disponibles pour réunir des centaines d'enseignants à Pâques. Les locaux d'internats diminuaient progressivement, alors que les résidences pour étudiants n'étaient pas libres en cours d'année universitaire. On nous faisait valoir que cela serait plus simple en fin d'été. A Pâques, il était plus facile de trouver un hébergement pour moins de cent personnes.

Il fut donc décidé d'inverser le calendrier qui prévalait depuis 1936. Les prochaines journées d'études (désormais de printemps) se tiendraient à l'école normale de Chartres et le congrès aurait lieu à Caen en août 79.

### **L'abandon du rythme annuel du congrès**

Plus l'organisation d'un congrès ICEM devenait lourde et complexe, moins il était facile de trouver des groupes départementaux prêts à le prendre en charge. Le choix des universités

pour l'accueil du congrès limitait les volontaires, en mettant hors course des groupes dynamiques ne disposant pas d'infrastructure universitaire.

Sur la proposition de J. Chassanne, il fut décidé de ne plus tenir de congrès tous les ans, mais un an sur deux. Ce rythme eut d'ailleurs tendance à s'espacer encore par la suite. Je ne suis pas certain que cette décision n'ait pas eu d'effet négatif sur la dynamique générale du mouvement.

### **Les journées d'études de Chartres (printemps 79)**

Nous étions accueillis à l'école normale dont le directeur éprouvait une grande sympathie pour nos travaux. Les membres du CD m'avaient confié leurs soucis devant la perte de dynamisme des chantiers BT dont les journées d'Aix avaient permis une plus grande cohésion d'ensemble, sans résoudre le manque de projets en préparation. Ils espéraient peut-être de moi des conseils et un renfort au travail de Bertrand, mais je le savais très jaloux des responsabilités dans lesquelles il se sentait maintenu depuis qu'Élise l'y avait enfermé en 67. Il n'était pas question pour moi de marcher sur ses brisées.

Néanmoins, une porte s'était ouverte par la proposition qu'il m'avait faite de collaborer avec lui à un livre sur la documentation à publier chez Casterman. En effet cet éditeur avait publié un recueil de poèmes d'adolescents de classes Freinet, avec le soutien ému du poète J.C. Renard. Devant l'écho reçu, Casterman qui publiait déjà la collection E3 consacrée aux problèmes d'éducation, avait décidé d'ouvrir une sous-collection *E3 Témoignages*, dirigée par notre ami Jacques Gonnet, un journaliste qui s'était passionné pour les journaux d'adolescents et avait demandé à Bertrand de participer au comité de lecture de cette nouvelle collection. J'avais accepté le principe d'une collaboration au livre sur la documentation après les vacances d'été.

## **Chapitre 9**

### **Animateur des collections documentaires, tout en assurant l'intérim du secrétariat général (1979-1982)**

#### **Disparition brutale de M.E. Bertrand**

Au retour du week-end d'août 79 précédant notre départ au congrès, nous apprenons avec stupeur que Bertrand est décédé subitement d'un arrêt cardiaque. Il avait quitté son bureau, le vendredi en début d'après-midi, en déclarant qu'il se sentait fatigué et qu'il partait se reposer à Mons, dans l'arrière-pays, où il possédait une maison de campagne qu'il avait confiée à son fils aîné. Là-bas, il avait été terrassé par une crise cardiaque et l'éloignement de tout hôpital avait empêché une tentative de réanimation.

Depuis longtemps, il nous disait qu'il mourrait du cœur comme son père, mais nous ne le prenions pas vraiment au sérieux car il ne semblait pas se faire soigner ou surveiller pour cela. Rétrospectivement, on pouvait se demander si sa baisse de dynamisme depuis des mois n'était pas imputable à son état de santé, dont il parlait peu.

La stupeur dépassée, il fallait envisager la permanence des éditions. C'est alors que, dans une lettre au CD et au CA CEL, je posai ma candidature au poste de responsable des éditions BT, en affirmant que c'était un nouveau secrétaire général qu'il faudrait désormais rechercher et qu'en attendant mon remplacement à ce poste, j'assurerais en plus cet intérim. J'étais décidé à ne pas manquer ce glissement de responsabilités qui seul me permettrait de me dégager un jour prochain du secrétariat général.

#### **Le congrès de Caen (août 79)**

On devine facilement la consternation des militants en apprenant la disparition imprévisible de Bertrand. A coup sûr, j'étais, après lui, celui qui connaissait le mieux les problèmes de l'ensemble des collections. La seule réserve concernait ma faible maîtrise des difficultés techniques de l'édition, mais l'équipe qui entourait Bertrand était assez solide pour me soutenir. On se mit d'accord sur le fait que j'assurerais l'alimentation régulière en dossiers définitivement au point et que je n'aurais au début qu'un rôle de supervision des phases techniques (de la maquette à l'impression). Côté secrétariat général, le CD me déchargerait des relations extérieures qui contraignaient à de nombreux déplacements.

Ma participation au congrès se concentra donc sur la reprise de l'animation des chantiers. Les appréhensions du CD à Chartres n'étaient pas exagérées. Du côté de BT2, l'animateur se retirait sans même participer au congrès. Son passage de relais se limitait à l'envoi d'une malle remplie de dossiers en vrac. Une équipe de trois copains, Mauricette Raymond, Claude Charbonnier et Simone Bourgeat, capables de se réunir facilement par la suite, se porta collectivement volontaire pour trier les dossiers, préparer les urgences. Chaque dossier serait suivi personnellement par un relais, servant d'intermédiaire entre l'auteur et le chantier de l'édition. Cette formule fut ensuite étendue à d'autres revues.

C'est au congrès de Caen que fut lancée une nouvelle revue destinée aux petits de maternelle-CP, *J Magazine*, proposant des histoires simples, des BD, des bricolages et des recettes. Comme j'avais fait part de mes observations, en bibliothèque, sur les recherches



documentaires des plus petits, les animateurs avaient ajouté une rubrique documentaire courte « Je me demande » qui répondait à ce questionnement simple.

### **J'assume la responsabilité des collections BT**

Je ne pouvais pas abandonner d'emblée le secrétariat de l'ICEM, aussi j'avais décidé de passer la matinée au dépouillement du courrier et à la rédaction des réponses. J'allais ensuite prendre mon frugal repas au secrétariat BT (à 100 m de là), faisant le point sur les problèmes à régler. Selon les circonstances, je restais sur place ou je ramenaient des dossiers à travailler dans mon autre bureau.

On imagine mal ce que peut être le fonctionnement d'un secrétariat de rédaction de diverses revues dont certaines brochures sont en dernière relecture avant le bon à tirer, d'autres en correction typographique et vérification de la maquette, enfin celles dont la remise à la composition du manuscrit définitif s'accompagne de consignes précises pour la recherche iconographique. Le jour où je pouvais me concentrer sur une seule brochure, j'avais l'impression de prendre des vacances. Il était beaucoup plus fréquent de devoir jongler en quelques heures avec trois brochures, de niveaux scolaires variés, de sujets divers, à des stades d'avancement technique différents.

Mais mon plus principal souci était en amont l'alimentation en projets nouveaux. Je fis un tri des dossiers en instance, pour savoir pourquoi certains étaient restés en panne, pendant des années parfois. Il fallait aussi stimuler la création de nouveaux projets correspondant aux besoins des classes utilisatrices, en s'appuyant sur les personnes et les groupes les plus dynamiques, tout en surmontant les réticences de certains militants qui acceptaient mal la participation aux chantiers BT d'enseignants qui ne venaient pas régulièrement aux activités de leur groupe départemental.

En situation de crise, il fallait gérer les urgences immédiates, tout en renforçant les structures qui permettraient d'assurer mieux l'avenir. Avec l'aide de très nombreux camarades, le pari de la continuité fut tenu. Des rencontres BT-Documentation furent organisées presque chaque été, permettant la rencontre de travailleurs des différents chantiers et un meilleur recul sur les problèmes d'avenir.

Il me semblait essentiel de ne pas réaliser uniquement les brochures documentaires qui nous faisaient plaisir, mais surtout celles dont le besoin urgent se faisait sentir : des sujets de synthèse qui aideraient à aiguiller les recherches des jeunes vers des pistes diverses. J'attachais une grande importance au titre de la brochure qui devait informer réellement le jeune lecteur sur le contenu, ce qui n'avait pas été le cas pour *7x2\*\*\*\* lapins* qui parlait essentiellement du calcul par ordinateur ou *Le parc des Cévennes* sans préciser qu'il s'agissait d'un des premiers parcs naturels. Je pris l'initiative d'indiquer les mots-clés qui seraient inscrits ensuite dans l'index alphabétique permettant aux jeunes de retrouver la brochure répondant au moins partiellement à leur demande.

### **Les journées d'études de Pau (Pâques 80)**

J'ai surtout retenu de ces journées ce qui concernait la coordination des chantiers BT. Il est probable que le CA m'associait à ses travaux dans la mesure où je continuais d'assurer le secrétariat de l'ICEM. Je me souviens qu'en marchant avec Micheline pour retrouver notre hôtel, nous nous rappelions que, douze ans plus tôt, dans cette même ville, j'avais fait le forcing pour que soit adoptée la charte qui nous avait été si utile quelques semaines plus tard.

### **Ce qui aurait pu se terminer en drame (octobre 80)**

Depuis de longs mois, l'état de santé de Micheline devenait inquiétant sans qu'aucun médecin ne trouve les raisons de ses malaises. En août 79, elle n'avait pu venir au congrès. Aux journées de Pau, elle soignait son estomac qui semblait alors être la cause de ses maux. En juillet, nous étions allés ensemble à la rencontre BT-Documentation d'Autun, car je préférerais l'avoir à mes côtés que la savoir seule à la maison, en l'absence de nos enfants (jeunes adultes) au travail ou en vacances. Mais je sentais sa santé décliner.

Au retour du CA, au début d'octobre, je la retrouvai si changée, pratiquement hémiplégique, que je fis fortement pression auprès de son médecin traitant pour qu'il la fasse hospitaliser. Dès son entrée aux urgences de Cannes, son état fut jugé suffisamment sérieux pour l'orienter aussitôt en Neurologie à Nice. Là, le diagnostic fut rapide et sans appel : il fallait l'opérer de toute urgence d'une importante tumeur au cerveau. L'opération, très délicate, fut réalisée à Montpellier et se passa bien. Puis ce fut une période de rééducation que j'avais souhaitée à Grasse afin d'aller la voir chaque fin d'après-midi. Elle avait à cœur de me montrer les progrès accomplis et c'est vrai qu'ils furent étonnamment rapides.

Pourquoi raconter ces problèmes purement personnels ? Parce que je suis conscient que je n'aurais jamais pu les surmonter sans le soutien moral de tous ceux qui m'entouraient, mes enfants bien sûr, mais aussi toutes les personnes de la CEL qui me redonnaient confiance quand tout était désespérant. A aucun moment le rythme des publications n'avait été perturbé. Aussi, est-ce peut-être pour remercier de ce soutien et témoigner de la victoire sur la maladie, que nous sommes allés en couple, comme d'habitude, à l'arbre de Noël des employés de la CEL.

### **Les journées d'études de Creil (Pâques 81)**

Il est probable que c'est un peu par esprit de revanche que Micheline avait décidé de m'y accompagner, mais elle était en bien meilleure forme que pendant les deux années précédentes. Nous avons même accepté d'enchaîner sur le petit congrès international de pédagogie Freinet que nos amis néerlandais avaient organisé à Delft. On avait insisté sur notre présence et je n'oubliais pas que, même libéré des relations extérieures, je restais aux yeux de nombreux amis « responsable de l'ICEM ».

### **Le stage audiovisuel de Carmaux (juillet 81)**

P. Guérin et le groupe audiovisuel souhaitaient depuis des années ma participation à l'un de leurs stages. Ce qui me décida fut la création d'une section Informatique, animée par Camille Delvallée. Nous étions encore à l'ère du logo, bien loin de la micro-informatique actuelle. Néanmoins, avec un matériel Victor, branché sur une télévision couleur, nous apprenions les rudiments de la programmation et je m'intéressais surtout à la création de figures géométriques en mouvement. Aux moments de synthèse générale, en fin d'après-midi, alors que nos camarades faisaient écouter les reportages audiovisuels réalisés dans la journée, nous montrions nos premiers essais informatiques. Un informaticien professionnel vient nous parler de télématique par Minitel (le réseau Internet étant encore au berceau) ; ce fut au total très intéressant pour moi qui n'y connaissais rien.

Nous avons aussi évoqué les perspectives de l'alternance politique ouverte par l'élection de F. Mitterrand.

### **Le congrès de Grenoble (août 81)**

Le groupe de l'Isère avait accepté l'organisation d'un congrès (douze ans après celui de 69) à la condition qu'il ne soit pas trop nombreux. On avait donc, à nouveau, filtré les inscriptions.

Désormais je me consacrais presque exclusivement aux chantiers BT. J'ai gardé surtout le souvenir d'un concert d'exilés chiliens qui avaient fui le régime Pinochet et un débat sur la reproduction par l'école, où ce sont les « bons élèves » du système qui sont chargés d'enseigner et n'ont donc aucune envie de le faire changer.

### **Une délégation de l'ICEM reçue par le ministre Alain Savary**

Nous avons de longue date établi des contacts avec les partis politiques de gauche pour leur soumettre nos propositions pour une stratégie de changement de l'école, aussi l'alternance politique ne nous avait pas pris au dépourvu. Nous avons été surpris que Pierre Mauroy n'ait pas choisi à l'Éducation nationale l'un des spécialistes universitaires, si nombreux au sein de la gauche, mais il avait préféré un stratège politique pour résoudre la délicate question de l'enseignement privé.

Le CD de l'ICEM m'avait demandé de participer à la délégation qui devait être reçue par le ministre. Le contact fut sincère et sympathique. A. Savary désigna J. Castagnet, membre de son cabinet, comme notre interlocuteur permanent.

### **Des décharges de service permettent un remaniement général des responsabilités**

Pierre Lespine, membre parisien du CD, devint l'interlocuteur régulier du cabinet ministériel. On lui disait que le ministre allait s'appuyer au maximum sur le militantisme pédagogique pour faire évoluer l'ensemble du système scolaire. Je restais pour ma part assez prudent sur ce point. Autant il était favorable que toutes les initiatives positives soient soutenues et aidées, autant il serait dangereux, compte tenu de l'état réel de nos forces, de nous placer en première ligne pour essayer les ripostes de ceux qui sont décidés à ne pas bouger. Je résumais cela en une phrase : « On ne transforme pas brutalement un maquis en armée régulière. »

Savary sentait bien ce problème en facilitant la création de quelques établissements secondaires autogérés, en créant le CLEMI qui faciliterait l'ouverture des classes vers les médias. Il accorda la mise à disposition, par l'administration, de certains de nos militants pour des tâches de coordination.

De ce fait, je fus bientôt déchargé totalement du secrétariat général. On avait, en fait, éclaté mes responsabilités. A Cannes, Monique Ribis se chargeait uniquement du « secrétariat pédagogique », c'est-à-dire du courrier, des mises en communication avec l'un ou l'autre des responsables. La préparation des dossiers, avant prise de décision, et le suivi des problèmes glissait essentiellement sur P. Lespine qui ne tarda d'ailleurs pas à créer un secrétariat parisien.

Le CD me demanda de continuer à écrire des notes, comme je le faisais depuis des années pour attirer l'attention des responsables sur les problèmes que je sentais émerger de loin. C'est ce que je fis, tout en sentant progressivement que cela était de moins en moins pris en compte.

## **Chapitre 10**

### **Uniquement responsable des éditions documentaires (1982-1985)**

#### **Conception d'une exposition pour le cinquantième de la BT**

En 1932, avait été publiée la première BT. Pour fêter dignement son cinquantième, le CD de l'ICEM et le CA de la CEL souhaitaient une exposition circulante autour de nos éditions documentaires. Libéré des obligations du secrétariat général, j'acceptai la mission de concevoir cette exposition sans engager des frais importants.

J'avais articulé cette exposition en une trentaine de panneaux dont les textes courts et bien lisibles seraient illustrés de couvertures de brochures ou de pages intérieures significatives. Les textes, photocomposés, seraient imprimés sur affichettes de format A3. Les brochures utilisées seraient peu nombreuses pour ne représenter qu'une faible dépense. Un plan précis de montage laisserait aux groupes utilisateurs le soin d'articuler les uns et les autres.

Par ailleurs, l'INRP accepta de présenter cette exposition dans ses vitrines en améliorant la présentation par le collage sur fond rigide des textes et l'agrandissement photographique des couvertures.

#### **La rédaction du livre : *L'Aventure documentaire***

Le cinquantième de la BT avait également remis d'actualité le projet auquel Bertrand m'avait proposé de collaborer au début de 79. Son décès et les urgences de mon travail sur les collections BT avaient mis en sommeil ce projet. Le CD me demanda donc d'entreprendre ce chantier. Me souvenant du nombre de réunions qu'avait nécessité la mise au point du P.E.P., je tins à préciser que je voulais être l'auteur unique, décidé évidemment à communiquer les chapitres de mon manuscrit à ceux qui voudraient m'aider de leurs critiques, tout en étant dans l'incapacité matérielle de réécrire plusieurs fois les textes pour satisfaire tout le monde. J'obtins carte blanche. L'éditeur Casterman souhaitait le dépôt du manuscrit pour octobre 82. Il ne fallait donc pas perdre de temps.

Je consacrai toutes mes soirées de mai et juin à la rédaction des premiers chapitres qui furent soumis aussitôt à la critique de plusieurs camarades (le regard de Mauricette Raymond, l'une des animatrices de BT2, me fut très utile). Pour le reste, je n'eus pas trop de mon unique mois de congé (juillet), en me repliant un moment au calme dans l'arrière-pays, auprès de ma fille qui tapait mes manuscrits.

Le dossier fut remis dans les délais à Casterman. La seule exigence de l'éditeur fut le retrait d'un certain nombre de fiches ; je ne parvins à sauver que celles qui me semblaient indispensables. Finalement, il fallut attendre l'été 83 pour voir les premiers exemplaires et je dus insister pour qu'on puisse présenter le livre au congrès de Nanterre, malgré les congés de l'éditeur.

#### **La décision du CD d'organiser au prochain congrès un colloque sur les Droits de l'enfant**

Le CD, à l'affût d'un thème spectaculaire pour le prochain congrès, avait décidé un colloque très ouvert sur les droits de l'enfant et en avait confié l'organisation à J. Chassanne qui avait coordonné avec moi le PEP et la déclaration commune CEMEA-GEFEN-ICEM et

qui avait rédigé pour Casterman un livre intitulé *Les rois nus (Pour un nouveau statut de l'enfance)*. Celui-ci s'adressa à moi pour partager cette responsabilité. Je dus décliner cette demande, malgré tout l'intérêt que je portais à cette question. D'une part, ce colloque, parallèle au congrès, m'empêcherait d'animer les travaux des chantiers BT, ce qui était indispensable. D'autre part, ayant vu le peu d'écho qu'avait reçu ma tentative initiale, je craignais que le colloque reste un peu étranger au congrès et ne draine que des gens extérieurs qui n'avaient jamais cherché le dialogue avec l'ICEM et trouveraient là une tribune moins marginale que leurs circuits « *alternatifs* » habituels. Je n'avais toutefois pas exclu de participer à une séance si on me le demandait.

### **Le congrès de Nanterre (août 83)**

Le ministre de l'Éducation Nationale, Alain Savary, avait fait savoir officieusement qu'il aimerait être invité à la séance d'ouverture du congrès de l'ICEM à Nanterre. Pour la première fois depuis bien des années, les enseignants avaient pour ministre un homme de gauche qui avait déjà pris des initiatives positives, comme la création du CLEMI et le démarrage des ZEP.

Le comité directeur semblait unanime pour l'inviter, je fus le seul à émettre des réserves sur le principe : en 77, une proposition de déclaration en faveur de l'union de la gauche avait soulevé l'opposition d'un certain nombre de militants, en majorité gauchistes ou anarchistes, affirmant que l'ICEM n'avait pas à se ranger sous une bannière politique, il lui appartenait de préciser les problèmes et de se situer par rapport à telle ou telle initiative, sans jamais abandonner son indépendance et surtout le pluralisme syndical et politique de ses militants. Le projet de soutien avait été abandonné. En revanche, le projet de déclaration commune des mouvements pédagogiques, destinée à compenser le vide pédagogique du chapitre sur l'école de Programme Commun, avait été bien accepté. Je me demandais si les objections de 77 avaient disparu et si nous ne risquions pas, au congrès, des manifestations d'opposition qui envenimeraient, plutôt que de les favoriser, nos relations ultérieures avec le ministre.

Les instances du mouvement n'adoptèrent pas mon point de vue, à cause des avantages que l'ICEM avait reçu de Savary, notamment un certain nombre de mises à disposition de responsables. Le ministre fut donc invité à la séance d'ouverture. Néanmoins, ce que j'avais prévu se produisit, certains militants se disaient d'avance en désaccord avec cette forme d'allégeance publique à un homme politique. C'est alors que je fis la proposition d'écrire un texte d'accueil au ministre qui montrerait que nous ne perdions rien de notre autonomie, ce qui rassurerait les camarades réticents et éviterait des manifestations intempestives. Le CD accepta ma proposition à la condition que je soumette préalablement mon texte pour accord. C'était pour moi évident et j'aurais accepté de retirer mon intervention si le texte était refusé.

J'avais envoyé mon projet. L'avant-veille du congrès, le CD s'était réuni avec moi. On me demanda de légères retouches et surtout de préciser à quel titre j'interviendrais. Il me semblait normal que ce soit au titre d'ancien secrétaire général de l'ICEM, ce qui laissait aux instances actuelles toute latitude d'adopter d'autres points de vue par la suite. P. Lespine avait d'ailleurs préparé une deuxième intervention portant notamment sur les débats difficiles sur l'école confessionnelle. Le ministre avait demandé à connaître le texte des interventions précédant la sienne, afin de mieux préparer sa réponse. On tapa donc immédiatement les textes et j'en fis plusieurs photocopies pour donner à la presse à l'issue de la séance.

Intervenant juste après les organisateurs, je lus donc mon texte, ce que je ne faisais jamais jusqu'à présent, préférant généralement parler d'après des notes sommaires. Mais je connaissais mon texte presque par coeur. Le voici :

*Un congrès de l'Ecole Moderne, comme celui qui vient de s'ouvrir pour la 37<sup>e</sup> fois, est le moyen pour notre mouvement de faire périodiquement le point sur les multiples travaux de ses commissions et de ses chantiers permanents. Ce qui explique que nous ne donnions pas systématiquement un thème central à nos congrès, car des travaux aussi divers s'articuleraient mal autour d'un thème.*

*Pourtant cette année, le congrès de Nanterre est placé sous le signe des droits et pouvoirs des enfants et des adolescents. Ce thème sera matérialisé par un colloque se déroulant au cœur même du congrès, enrichi de participations extérieures à nos circuits de travail habituels. Les résultats de ce colloque marqueront, à n'en pas douter, une étape importante de notre avancée dans ce domaine.*

*Néanmoins, de nombreux participants sont venus, comme à l'habitude, continuer et approfondir les travaux permanents qui les occupent toute l'année. Est-ce à dire qu'ils resteront en marge de l'événement, même s'ils assistent aux tables rondes organisées chaque fin d'après-midi ?*

*Je voudrais les rassurer : aujourd'hui comme demain, ils sont directement au cœur de ce problème. Car les droits et pouvoirs des enfants et des adolescents resteraient des concepts abstraits s'ils ne s'enracinaient pas dans des pratiques qui nous sont familières et aucune revendication ne serait crédible si elle ne pouvait s'étayer sur une expérience qu'il nous appartient d'approfondir chaque jour.*

*Tout militant de l'Ecole Moderne, même s'il n'en est pas pleinement conscient, a participé et participera, par son action pédagogique quotidienne, aux avancées pour un nouveau statut de l'enfance et de l'adolescence.*

*Dès son origine, la pédagogie Freinet s'inscrit dans une autre conception des droits et pouvoirs des enfants.*

- *En reconnaissant l'expression libre dans tous les domaines, sans imposer préalablement un apprentissage technique, la pédagogie Freinet fait de chaque enfant, de chaque adolescent, un acteur culturel à part entière. Dès lors, la conquête de la maîtrise dans l'expression cesse d'être un exercice formel pour devenir participation active à la vie culturelle de notre temps.*
- *En institutionnalisant, par le journal scolaire, par les échanges et la correspondance, les communications avec d'autres groupes, avec des interlocuteurs adultes extérieurs, la pédagogie Freinet fait éclater le cadre étroit du groupe-classe et transforme le réseau relationnel des jeunes.*
- *Le libre choix des travaux personnels et des projets collectifs introduit un autre type d'appropriation culturelle, cessant d'être régie arbitrairement par des programmes pour être organisée en fonction des besoins des jeunes (y compris les impératifs réels du milieu social car les jeunes qui peuvent enfin assumer leurs responsabilités sont loin de suivre simplement leurs caprices du moment). La dynamique des acquisitions se trouve radicalement changée.*
- *La signification même de toute culture se trouve profondément modifiée par les pratiques de recherche libre, d'enquête et de transmission à d'autres jeunes. Par exemple, lorsqu'un enfant, dans le cadre d'une recherche personnelle, questionne*

*ses grands-parents pour communiquer à ses camarades des témoignages vécus sur la vie autrefois, c'est l'ensemble des statuts sociaux et culturels qui se transforment. Les grands-parents sont reconnus comme porteurs d'une expérience et d'une culture qu'on ne trouve pas seulement dans les livres. L'enfant qui questionne devient lui-même le relais de cette culture, accédant à un rôle d'intercesseur qui n'appartenait jusque-là qu'à une minorité d'adultes.*

*Par delà de simples techniques pédagogiques qui peuvent et doivent évoluer, l'action éducative quotidienne s'organise autour d'une logique fondamentalement différente. Une mutation s'est opérée.*

*Ce qui est en question, en cette fin de XXe siècle, ce n'est pas de savoir si les rapports enfants - adultes seront empreints d'un libéralisme plus ou moins grand, mais si les enseignants (et derrière eux, la totalité du système éducatif et du système social) admettent de voir mis en cause le monopole absolu du pouvoir culturel, par le biais de programmes tatillons, du recours systématique au cours magistral et au manuel scolaire, du pouvoir sans partage sur l'avenir des jeunes par une orientation autoritaire qui ne sait gérer que l'échec, par des examens dont ceux-là même qui s'y cramponnent ne cessent de dénoncer l'effritement de leur niveau.*

*En un mot, accepte-t-on de voir mis en question le pouvoir des adultes dans les moindres détails de la vie quotidienne des jeunes à l'école, hors de l'école ? Il faut souligner que ce pouvoir devient de plus en plus illusoire et l'on chercherait en vain ceux qui éprouvent beaucoup de satisfaction à le détenir.*

*Peut-être faut-il voir là l'origine de ce que certains appellent « laxisme » en accusant ceux qui, comme nous, veulent transformer l'éducation. En réalité, le laisser-aller n'est pas la maladie infantile des nouvelles pratiques éducatives. Il peut certes arriver que des erreurs soient commises par des éducateurs commençant à changer de logique éducative, mais la régulation ne tarde pas à s'opérer, surtout si l'on favorise les recours dans le cadre d'un compagnonnage coopératif au lieu de prétendre tout régler autoritairement par voie hiérarchique. Le laisser-aller, par contre, est la maladie sénile des systèmes autoritaires auxquels plus personne ne croit. L'important pour chacun devient alors de tirer son épingle personnelle du jeu. Aucun principe, aucune valeur sûre n'est plus en mesure d'arrêter la dérive ; chacun laisse filer ce qu'il n'est plus en mesure de maîtriser.*

*Il ne s'agit plus de régler de simples problèmes pédagogiques, encore moins d'échafauder, une fois de plus, des structures, des réglementations officielles. C'est un vaste problème de société qui concerne l'ensemble des citoyens. C'est pourquoi, dans tous les moments où le changement social est en jeu, la rencontre est inévitable entre la nation et les problèmes d'éducation, même si cette rencontre s'est traduite hélas ! dans le passé par des rendez-vous manqués.*

*En 1936, à l'élan du Front Populaire, devait correspondre, dans l'esprit de Freinet et de ses compagnons, un « Front de l'Enfance » qui marquerait la place nouvelle des jeunes dans la vie sociale. Romain Rolland et Jean-Richard Bloch soutiennent chaleureusement cette initiative à laquelle souscrit également le Groupe Français d'Éducation Nouvelle. Malheureusement, il sera impossible de déborder le cercle restreint des éducateurs novateurs et, lorsqu'on fait le bilan des avancées irréversibles*

*du Front Populaire, on trouve finalement fort peu de choses au plan de l'éducation. Une occasion a été manquée.*

*Dès la Libération, un élan se lève à nouveau qui suscitera bien des changements mais ne suffira pas à transformer le système éducatif. Les classes « nouvelles » alors créées deviendront « pilotes » et seront marginalisées, puis elles disparaîtront ; seuls survivront des groupes pédagogiques dont les CRAP sont un exemple. Finalement, il ne restera de cette période que la référence quasi mythique au Plan Langevin-Wallon dont aucun programme politique n'a su retrouver la vigueur et l'ampleur.*

*La présence aujourd'hui, à l'ouverture de ce congrès, du Ministre de l'Éducation Nationale du gouvernement de la Gauche est un événement dont nous ne méconnaissons pas la portée. Vous savez sans doute, Monsieur le Ministre, que notre mouvement n'a pas la réputation d'un amour excessif pour toute hiérarchie. Mais il possède un sens profond des réalités sociales. Il accueille et salue en vous le représentant d'un gouvernement, issu le 10 mai 1981 de l'espoir de changement de la majorité des Français.*

*De plus, les moins jeunes d'entre nous n'ont pas oublié que, dans le passé, vous avez su dire non quand il le fallait, y compris à vos amis politiques. Nous y voyons la garantie d'un dialogue empreint de franchise réciproque. Et cette franchise nous amène à dire que nous désapprouvons les accords que vous avez signés avec votre collègue Charles Hernu sur les rapports école - armée. Avec la même sincérité, nous ajoutons que nous sommes décidés à tout faire pour que la rencontre de la gauche et du nécessaire grand dessein éducatif dont la jeunesse a plus que jamais besoin, ne soit pas une nouvelle occasion manquée. Dans un monde en crise, aucun problème n'a de priorité plus grande que l'éducation.*

*Ce que nous attendons, monsieur le Ministre, ce n'est pas une réforme de plus, comme celles qui se sont succédé dans les dernières décennies : des constructions bureaucratiques qu'aucun élan ne vient animer, quand il ne s'agissait pas, plus médiocrement, de changer les dénominations en se donnant l'illusion d'avoir, de ce fait, modifié les réalités.*

*Nous nous méfions aussi des multiples toquades de ceux qui croient épouser la modernité chaque fois qu'ils découvrent la dernière trouvaille de la saison, donnant ainsi aux plus routiniers l'alibi d'attendre patiemment la prochaine marotte. Le problème n'est pas de se donner un moment le frisson éphémère de la nouveauté, mais d'assurer au système éducatif des bases stables, fondamentalement différentes de celles dont la faillite est évidente.*

*Le porte-parole du gouvernement s'étonnait récemment du silence des intellectuels de gauche. Éducateurs issus de toutes les tendances de la gauche, nous ne sommes pas certains d'être admis comme des intellectuels, mais nous répondons volontiers à l'interpellation.*

*A vrai dire, nous ne croyons que la gauche manque avant tout de paroles de soutien. Il lui faut tout au plus quelques idées simples dont chacun sache qu'elles sont enracinées dans les réalités et qu'elles sont soutenues par un engagement indéfectible à les appliquer, sans se préoccuper du soutien inconditionnel à un gouvernement et sans prévoir la reconversion sous une autre politique.*



*Pour notre part, nous ne tergiversons pas dans nos engagements au service du changement. Liés de façon indissociable à l'école laïque, au service public de l'éducation, nous constituons en même temps la principale force de contestation de son fonctionnement actuel, justement parce que nous ne nous résignons pas à voir l'école populaire répondre si mal aux aspirations des jeunes générations.*

*Mais aucune de nos critiques n'est purement négative, nous avons à cœur d'apporter une alternative face à tout ce que nous condamnons. Nous ne prétendons pas imposer nos points de vue comme seuls valables. Nous espérons être libérés de l'arrogance des certitudes apprises et nous recherchons l'humilité du questionnement quotidien, même s'il s'y mêle la fierté d'apporter parfois des réponses que nous avons inventées, personnellement ou collectivement, grâce notamment aux recherches et aux intuitions de Célestin Freinet dont l'œuvre ne nous fournit pas un dogme immuable mais un tremplin pour la réflexion et l'action. C'est sur les faits que nous voulons que soient mesurées la réalité et la validité de nos idées.*

*Est-ce par hasard que la Bibliothèque de Travail est la seule collection documentaire à fêter son cinquantenaire (comme en témoigne une exposition à l'INRP, rue d'Ulm) ?*

*Est-ce une coïncidence si les cassettes de Radio-France, ayant obtenu le prix du patrimoine de l'Académie Charles-Cros, proviennent des classes-Freinet et des collèges de notre mouvement ?*

*Est-ce par hasard que, dans un contexte économique impitoyable, notre Coopérative de l'Enseignement Laïc reste la seule maison d'édition appartenant à des enseignants à poursuivre ses activités, à créer des revues nouvelles, alors que tant d'autres disparaissent ? Tout cela parce que l'effort militant se double d'un soutien financier pour lequel la récente « Caisse d'économie coopérative » se met actuellement en place.*

*Que signifie la présence à ce congrès des militants Ecole Moderne de 16 pays et la participation à nos travaux des éducateurs de tous les continents (Europe, Afrique, Amérique latine et, plus récemment, Asie, par l'intérêt que nous portent des éducateurs indiens et japonais) ?*

*Nous sommes trop conscients de la fragilité des entreprises militantes pour nous permettre, dans le contexte actuel, de chanter victoire, de peur de nous apercevoir que c'était notre chant du cygne. Mais des faits existent qui ne sont pas sans signification.*

*Nous sommes les premiers à percevoir et à critiquer l'imperfection de ce que nous réalisons, mais nous tenons à ce que cela soit pris en compte dans une stratégie de changement. Cet apport est d'autant plus significatif que nous avons œuvré longtemps sans aucune aide, quand ce n'était pas malgré certaines tracasseries administratives dont nous ne trouvons pas qu'elles aient totalement disparu depuis le 10 mai 1981. A l'échelon départemental, certains administrateurs, certains responsables de centres de formation ne semblent pas pressés d'appliquer les directives marquant un progrès, alors qu'ils se montrent plus pointilleux sur les textes officiels chaque fois qu'ils permettent d'interdire une initiative.*

*Nous ne prétendons pas mobiliser les multitudes, mais on nous trouve présents, souvent critiques, parfois impertinents, toujours constructifs, chaque fois qu'il s'agit d'aider à la transformation du système éducatif et du statut de l'enfance et de l'adolescence.*

*Monsieur le Ministre, nous ne croyons pas que votre présence ici soit de simple convention et, sans proclamer une allégeance que vous ne recherchez pas, nous affirmons clairement que, dans les perspectives précédemment définies, vous pouvez compter sur nous et avec nous, comme peuvent compter sur nous toutes les forces de progrès et, parmi elles, celle qui est par nature la force même de l'avenir : l'enfance.*

Les applaudissements chaleureux montrèrent que les militants se sentaient représentés par mon intervention. Celle de Lespine ne reçut qu'un accueil poli. Le ministre répondit en exprimant l'estime qu'il portait à nos travaux. Mais la deuxième partie de son discours nous fit comprendre pourquoi il souhaitait s'exprimer à Nanterre, 15 ans après 1968. Il voulait présenter ses projets concernant l'université. C'est essentiellement ce que retint la presse présente à cette ouverture d'un congrès de l'ICEM, le premier dans la région parisienne depuis 25 ans.

A la sortie de la séance, beaucoup de militants me remercièrent d'avoir trouvé les mots pour parler d'eux, de leur travail quotidien (certains ajoutant une critique du discours « syndical » de Lespine). La phrase qui me toucha le plus vint d'une camarade fréquemment contestataire. Elle m'aborda en disant : « *Alors, paraît-il que tu as fait un tabac, ce matin ? Moi, je n'y étais pas car je n'ai jamais aimé les ministres, mais, après ce que les copains m'ont dit de ton intervention, je regrette* ». J'avais proposé cette intervention justement pour éviter une fêlure entre ceux qui feraient bon accueil au ministre et ceux qui restaient réticents, voire hostiles. Je pouvais être rassuré : tous se sentaient solidaires.

Après ces réactions unanimes, je fus d'autant plus surpris que mon texte ne soit jamais publié ni dans *Techniques de Vie*, ni dans *L'Éducateur*. On m'expliqua que, faute d'avoir pu obtenir le texte de la réponse de Savary, on n'avait pas voulu publier seulement une partie de la séance d'ouverture. Seuls, plusieurs responsables de bulletins qui s'étaient procuré mon texte (photocopié pour les journalistes), jugèrent utile de le faire lire à leurs lecteurs.

### **La sortie de « L'Aventure documentaire »**

La livraison des premiers exemplaires s'était faite en temps voulu au congrès de Nanterre. Mes amis des chantiers BT tinrent à organiser une sorte de vin d'honneur avec séance de dédicace par l'auteur. C'était très sympathique et je me rendis compte que ce livre comblait un manque. Il se diffusa très bien au sein du mouvement, mais aussi auprès des documentalistes et bibliothécaires pour enfants qui en disaient beaucoup de bien. Ce que je ne savais pas, c'est que la disparition du père Casterman et les remaniements de la maison d'édition allaient provoquer la suppression des collections pédagogiques ; on épuiserait les livres publiés et, comme le mien s'était bien vendu, il disparut rapidement des librairies.

### **Le retentissement de « L'Aventure documentaire » auprès des bibliothécaires**

Jusque là, les bibliothécaires pour la jeunesse se préoccupaient surtout de la valeur des ouvrages de fiction. La parution de mon livre les incita à se préoccuper également des ouvrages documentaires pour enfants et je fus soudain considéré comme le spécialiste de ce domaine. A plusieurs reprises, on me demanda d'intervenir dans des stages de formation pour bibliothécaires. A cette occasion, un responsable régional de la lecture publique m'exprima son regret que la CEL n'ait jamais réédité la BT sur la banane qui avait déclenché en lui une passion pour la lecture qui ne l'avait plus jamais quitté.

### **La sortie du prototype de ce qui deviendrait « PÉRISCOPE »**

Dès 1978, j'avais proposé la publication d'albums brochés (au format 18x24) peu coûteux à produire, sur des thèmes d'« histoire de ... » (éclairage, urbanisme, écriture, etc.). R. Poitrenaud avait suggéré de se limiter aux dessins en noir et blanc qui avaient fait le succès des premières BT de Carlier. J'avais demandé une seule face de tirage en quadrichromie avec des reproductions pleine page pour utiliser au maximum la couleur. Avec Lucien Buisson, j'avais rédigé un prototype sur *L'histoire de l'éclairage* qui fut composé au moindre coût (pendant les essais de la première photocomposeuse qui ne permettait que quelques corps du même caractère), avec des dessins réalisés par une équipe de militants bons dessinateurs.

Après bien des tergiversations, le prototype fut édité pour le congrès de Nanterre. Hélas ! ne pouvant être partout, je ne sus pas défendre l'esprit qui avait animé ce travail. L'idée de nouvelle collection fut jugée intéressante, à la condition d'agrandir le format au 21x27. En même temps, le niveau initial qui ciblait les 10-12 ans fut rapidement relevé jusqu'à atteindre parfois celui du lycée. L'esprit du projet avait profondément changé.

### **Les conclusions du colloque « Droits de l'enfant »**

J. Chassanne m'avait demandé d'animer la dernière séance du colloque. Par amitié, je ne pouvais refuser. Ce que j'avais craint s'était produit : beaucoup de participants extérieurs étaient loin de partager nos choix éducatifs, ce qui aurait pu être enrichissant s'ils avaient accepté un véritable dialogue. Mais ils avaient trouvé là une tribune et non une occasion d'approfondir. Par exemple, j'avais critiqué le titre d'un livre « *Ni vieux, ni maître* », en disant que nous ne cherchions pas la coupure entre générations, mais le dialogue sans domination des uns sur les autres. On me fit nettement comprendre que c'était là une sorte de crime contre l'éducation libertaire (ou prétendue telle).

Ce qui me parut le plus grave, c'est qu'aucune trace ne fut conservée de toutes ces rencontres qui auraient pu donner matière à réflexion. On faisait vraiment peu de cas de toute l'énergie dépensée.

### **Les glissements progressifs du secrétariat parisien**

L'objectif principal de P. Lespine semblait être devenu la chasse aux subventions tous azimuts (c'est-à-dire bien au-delà du ministère de l'Éducation Nationale). Il avait réussi à faire subventionner des rencontres de théâtre d'adolescents qui se limitèrent à certains profs de ses amis de la région parisienne, ce qui provoqua la colère des collègues qui, en province, réalisaient depuis des années des choses très intéressantes.

Il avait obtenu une subvention pour réaliser un film et avait confié à un de ses amis cinéaste un reportage sur la RIDEF en Italie. Ce reportage s'avérant inutilisable, il fallut payer des tournages dans plusieurs classes Freinet, mais cela ne suffit pas à sauver une tentative ratée.

Un petit budget de départ avait été accordé pour la réalisation d'une revue d'adolescents de lycées. Là encore, conflit avec des profs de collèges qui avaient travaillé sur un projet analogue qu'ils voyaient mis sur la touche.

La CFDT avait prêté une pièce inoccupée d'un local parisien, rue de la Fontaine au Roi. Au début, il suffisait de demander l'attribution gratuite d'une secrétaire TUC (emploi jeune de l'époque), pour disposer d'un secrétariat parisien. Le problème, c'est qu'au bout d'un

certain temps, il fallut rendre le local et en louer un autre à Gentilly, embaucher en la payant la secrétaire du début.

Chaque fois le CA acquiesçait, puisque cela ne coûtait rien au mouvement, et se trouvait progressivement engagé dans des dépenses non maîtrisées. Ce fut pire, lorsqu'on apprit qu'aucun contrat de location de la faculté de Nanterre n'avait été négocié, car Lespine était persuadé que la venue du ministre suffirait à régler le problème, peut-être même obtenir la gratuité. Malheureusement, pour la première fois, le congrès se trouva en déficit grave à cause de la forte facture de location des locaux.

Ajoutons que le tirage de *Techniques de Vie*, photocopié désormais au secrétariat parisien sur un photocopieur acheté dans ce but, perdit le tarif préférentiel dont le bulletin bénéficiait jusque-là à Cannes. La dérive progressive s'avérait coûteuse.

### **Ma participation à la section Jeunesse du Comité national des Lettres**

Le comité national des Lettres a pour mission de favoriser la création littéraire française, son rayonnement à l'étranger, sous forme d'aide à de jeunes auteurs se lançant dans des projets novateurs, à des éditeurs prêts à publier ou rééditer des oeuvres indispensables mais sans doute peu rentables. La littérature pour la jeunesse en avait été jusque là exclue. On s'avisa enfin de cette lacune et Geneviève Patte, dont le rôle à *La Joie par les Livres* faisait l'unanimité, s'était vu confier la création de la commission Jeunesse qui se réunirait chaque trimestre avec les mêmes attributions que la section Adultes, mais avec un budget très limité.

Pour constituer l'équipe de démarrage, G. Patte avait demandé ma participation, notamment pour les documentaires pour enfants, à cause de mon livre *L'Aventure documentaire*. L'organisation de mon travail à Cannes me permettait de consacrer un jour par trimestre à ces rencontres qui furent très riches du fait de la diversité des participants. Je crois que mes partenaires appréciaient ma franchise sans agressivité, par exemple pour m'étonner de la demande d'aide financière de Gallimard-Jeunesse pour un projet de collection très prometteuse qui ne mettait pourtant pas en péril ce géant de l'édition.

### **Relance d'un projet de Fondation Freinet**

Les deux tentatives faites en 69 et 81 par Élise, puis sa fille, ayant échoué, Lespine s'était assuré le soutien de plusieurs personnalités (dont Louis Cros et Francine Best) pour relancer l'idée sur d'autres bases, en affirmant que l'argent ne poserait aucun problème, dès lors qu'un nombre suffisant de personnes influentes s'associeraient au projet.

J'avais fait savoir que j'étais prêt à apporter mon aide à l'aspect historique du problème et à la collecte de documents dont je savais à qui on pouvait les demander à la condition d'offrir une garantie de sauvegarde.

Francine Best, que je connaissais de longue date aux CEMEA de Normandie, avait été nommée par A. Savary à la direction de l'INRP. Elle trouvait que l'intérêt principal de la fondation serait la constitution d'un fonds d'archives sur Freinet et toute l'éducation nouvelle. Elle me sollicita pour m'y consacrer au Musée National de l'Éducation de Rouen, une annexe de l'INRP. Elle venait de voir se libérer un poste de détaché PEGC qui risquait d'être récupéré par le ministère s'il n'était pas rapidement attribué. Comme instituteur spécialisé, j'étais assimilé administrativement à un PEGC. Elle insista donc pour que je demande mon détachement à l'INRP pour ce poste qui serait basé à Rouen.

### **J'accepte d'entrer à terme au Musée de l'Éducation de Rouen**

Je ne pouvais abandonner brutalement la coordination des éditions BT. D'un autre côté, m'approchant de l'âge de la retraite (à 60 ans, du fait de mon interruption de carrière), j'avais promis à Micheline, qui supportait de plus en plus mal le climat méridional, de nous rapprocher de sa Normandie natale. C'était donc l'occasion d'anticiper. F. Best m'assurait que je pouvais signer dès maintenant un engagement à l'INRP selon lequel je travaillerais à partir d'août 85 au musée de l'éducation. Je rédigeai donc mon curriculum vitae et on me fit signer assez rapidement l'engagement d'entrer au musée de Rouen.

Ce n'était certes pas une promotion, car je perdais toute indemnité (compensée d'habitude pour les collègues plus jeunes par un avancement anticipé dans l'échelle des salaires, alors que, en fin de carrière, je ne pouvais rien espérer de tel). De plus, je sentais l'opposition sourde du secrétaire général de l'INRP qui devait prendre pour du copinage la désignation soudaine de cet assimilé PEGC, non sorti du sérail parisien.

### **J.P. Chevènement succède à A. Savary**

J'avais juste signé cet engagement que Savary démissionnait du ministère après le désaveu de son projet de loi pour régulariser les relations entre enseignement public et enseignement privé. Mauroy donna également sa démission et son successeur, Laurent Fabius, nomma à l'Éducation Nationale J.P. Chevènement. Nous ne connaissions pas ses positions, mais il se révéla très vite comme un restaurateur de l'école à la Jules Ferry. Un membre de son cabinet avait écrit, plusieurs mois plus tôt, qu'il faudrait débaptiser le ministère de l'Éducation Nationale pour lui redonner celui d'Enseignement Public. J.C. Milner, un de ses conseillers, avait publié une attaque en règle du « complot » pédagogique qui « sapait progressivement les savoirs ».

Face à ce retournement de politique éducative, le plus grave était l'absence de toute réaction de l'ICEM, de crainte de voir se tarir toutes les aides et subventions dont le mouvement avait bénéficié depuis 3 ans. Ce silence avait pour effet de démobiliser les militants qui avaient connu dans le passé d'autres critiques et d'autres difficultés, contre lesquelles ils faisaient front collectivement. Nos autres partenaires de l'éducation nouvelle restaient surpris du mutisme de l'ICEM qu'ils avaient connu plus combatif sous les gouvernements de droite.

J'avais suggéré une nouvelle journée nationale, comme le 4 mars 72, mais je n'avais plus la mission ni le temps de l'organiser. F. Best proposa de réunir dans les diverses régions des Assises de l'innovation pédagogique, associant les différents mouvements d'éducation, mais elle ne pouvait aller au-delà sans provoquer les foudres de son nouveau ministre de tutelle.

### **Difficultés économiques de la CEL**

La vie économique d'une petite entreprise comme la CEL n'avait jamais été facile, mais elle devenait de plus en plus critique. Des pourparlers avaient été engagés pour la reprise des activités commerciales de la CEL par une maison spécialisée dans la vente par correspondance. La CEL n'aurait conservé que le secteur des éditions. Malheureusement, malgré un avis très favorable des experts, l'opération ne s'était pas faite.

Nous avons appris que l'une des fondations créées par Danièle Mitterrand s'intéressait au soutien d'associations et d'organismes coopératifs jouant un rôle d'initiative sociale et d'ouverture vers l'avenir. Un responsable était venu étudier les problèmes de la CEL et

pensait qu'une aide pourrait transiter par le CCOMCEN qui réunissait toutes les organisations laïques de l'Éducation Nationale. Or MAIF et CAMIF avaient déjà soutenu la CEL par des prêts et ne pouvaient faire davantage. D'autres membres du CCOMCEN étaient plutôt réservés sur la coopérative fondée par Freinet.

Pour assurer la survie de la CEL, Poitrenaud et plusieurs administrateurs, actuels ou anciens, avaient proposé de constituer une nouvelle CEL qui pourrait repartir sur des bases plus solides. Et 150 militants très engagés depuis longtemps dans le mouvement étaient prêts à investir de l'argent dans ce projet. Mais Lespine et quelques membres du CA de l'ICEM firent semblant de croire qu'il s'agissait de torpiller la CEL actuelle, plutôt que de la prolonger à tout prix. En réalité, cette recherche d'une survie des éditions, permit de les sauver en 1986 par la création in extremis de la société SATF qui les poursuivit pendant 20 ans

En réalité, Lespine et ceux qui le soutenaient souhaitaient, eux, se débarrasser de ce boulet coopératif pour agir de façon totalement autonome: Ils avaient déjà retiré à la CEL l'impression de *Techniques de Vie*, ils étaient prêts à en faire autant pour *L'Éducateur*. Quand la Ligue de l'Enseignement avait lancé une initiative autour de *L'Encyclopédie* de Diderot, Lespine était prêt à intégrer les collections BT dans cette opération, sans se rendre compte que nous n'avions jamais reçu le moindre soutien de la Ligue qui ne citait même pas nos réalisations et n'avait proposé aucune collaboration. Nous n'avions donc pas la moindre raison de faire nombre dans une initiative décidée sans concertation et qui ne se réalisa jamais.

### **Ma participation à plusieurs manifestations d'éducation nouvelle**

Bien que n'ayant plus aucune responsabilité institutionnelle dans l'ICEM, c'est à moi que plusieurs groupes demandèrent d'intervenir dans des réunions organisées pour les *Assises de l'innovation pédagogique*. Comme j'y voyais l'occasion de défendre aussi la cause de la CEL, j'avais décidé de ne refuser aucune invitation, sans me soucier de la fatigue occasionnée. C'est ainsi que j'avais participé à deux manifestations à Strasbourg (dont une avec Louis Legrand, ulcéré de voir dénigrer par Chevènement tous ses efforts pour aider au changement). Je fis un périple dans l'Ouest à Angers, Rennes et Lorient, les trois groupes départementaux s'étant cotisés pour couvrir mes frais de déplacement. On m'invita également à Genève, au congrès fédéral des groupes Freinet suisses, l'organisation différente de l'éducation dans chaque canton obligeant à des structures différentes.

### **Les journées d'études de Béziers (printemps 85)**

Je savais que ces journées d'études seraient pour moi les dernières avant mon départ pour le Musée de l'Éducation. J'avais préparé les relais pour les éditions et pouvais me retirer sans inquiétude sur ce point.

Le plus dur fut l'affrontement avec ceux qui voulaient couper court à l'initiative de nouvelle CEL. Jusqu'à présent, si je donnais mon point de vue dans toutes les discussions, c'était avec suffisamment de recul pour amener les militants à prendre leurs propres responsabilités. Lespine et quelques-uns de ses inconditionnels (ils étaient trop peu nombreux pour combler les 6 postes du CD qui fonctionnait à 4, puis à 3) développaient des manoeuvres si dangereuses qu'il me fallut à nouveau monter en première ligne pour les contrer, sans pouvoir désormais être suspecté de défendre mon poste à Cannes.

Après des discussions acharnées, il fut décidé de poursuivre l'initiative de nouvelle CEL pour parer à toute éventualité. Un appel avait été lancé à tous les groupes départementaux pour assurer la réussite de la tentative. Mais, dans les semaines qui suivirent, il s'avéra que le secrétariat parisien de Lespine démobilisait les groupes en leur assurant qu'il ne fallait rien dramatiser et que, grâce à des interventions extérieures, les difficultés de la CEL allaient être bientôt résolues.

### **Je m'adresse au CA « avant de prendre congé » de mes responsabilités**

Je ne voulais aucune ambiguïté sur ma place au sein du mouvement. Je n'avais répondu à plusieurs invitations qu'en précisant que ce n'était pas comme porte-parole de l'ICEM et j'étais bien décidé à ne pas interférer dans les décisions statutaires. Néanmoins, je désirais faire, avant mon départ, un bilan de ce qui avait été fait et de ce qui, à mon avis, ne devait pas être accepté. Et, comme je crois qu'il faut toujours appeler le chat un chat et ne pas procéder par allusions voilées, je mettais en cause la gestion, par le CD, et notamment par Lespine, des problèmes récents.

### **Avant de prendre congé**

*Comme le savent un certain nombre de camarades, je quitterai Cannes à la fin de la présente année scolaire, après 18 années passées au service du mouvement: d'abord comme secrétaire général de l'ICEM, puis comme responsable des éditions documentaires. Durant cette période, j'ai rédigé des dizaines de rapports comme celui qui va suivre. La plupart étaient destinés aux seuls membres du comité directeur afin de leur apporter les éléments, informations et propositions, susceptibles de les aider dans leurs décisions. De ce fait, leur diffusion restait limitée; seuls ont été diffusés par le canal des bulletins ou revues, les textes que le CD pensait utile de faire connaître plus largement.*

*Avant de prendre congé de mes responsabilités à Cannes, je rédige ce dernier rapport que je dédie à tous ceux que je pense concernés par les problèmes traités. Je serai le plus clair possible, car les précautions oratoires ne font qu'embrouiller des problèmes souvent complexes, mais je précise d'emblée que je n'ai aucun intérêt personnel à sauvegarder, aucun compte à régler avec qui que ce soit. Je pose au mouvement des problèmes de mouvement et non des problèmes de personnes: s'il m'arrive de citer des noms, c'est parce que les actes ou absences d'actes dont je parle ne sont pas anonymes. Je m'efforce de ne lancer aucune parole en l'air, mais de ne parler que de réalités vérifiées.*

### **Un fléchissement militant dans un contexte difficile**

*La crise du militantisme n'est pas un phénomène récent. De 1975 à 1978, le CD de l'époque en était suffisamment conscient pour avoir tenté une relance de l'animation départementale, afin de rendre plus efficaces les efforts militants à la base. Il faut constater qu'aucun des moyens obtenus depuis 1981 n'a été mis au service de la vie des groupes départementaux (stages d'initiation, animation permanente).*

*Après mai 81, certains ont pu croire que la remontée militante se ferait grâce au soutien ministériel (« On compte sur nous en haut-lieu pour redynamiser l'Education Nationale »). J'ai, à cette époque, prononcé une phrase que je retrouve fréquemment colportée, mais déformée: « Même si le ministère souhaitait sincèrement nous faire*

jouer ce rôle, même si l'administration (qui a peu changé) le voulait, il importe de ne pas s'illusionner: un groupe de maquisards peut avoir son efficacité, on ne le transforme pas sans danger en armée régulière ». *Cela ne signifiait pas que nous devions nous marginaliser, mais refuser de nous fondre dans une politique, aussi sympathique soit-elle.*

*An congrès de Nanterre, il avait été décidé d'inviter Alain Savary qui avait fait savoir qu'il viendrait en cas d'invitation. Devant l'inquiétude (justifiée) que l'ensemble des congressistes n'accepte pas sans réaction la présence d'un ministre, j'ai proposé au CD une stratégie qu'il a acceptée: faire un discours critique, mais ouvert, dont le texte a été mis au point collectivement. Le but, au-delà de l'absence d'incidents, était que tous les militants, partisans ou non de cette présence du ministre, se sentent exprimés par les propos tenus publiquement. Les réactions reçues, pendant et après ce discours, m'ont montré que cet objectif avait été atteint. Je dois néanmoins ajouter deux remarques:*

- *Pierre Lespine a tenu expressément à parler, juste avant le ministre, sur un registre syndicalo-politique qui désamorçait quelque peu la vigueur pédagogique des propos tenus précédemment.*
- *Le texte de mon intervention, disponible dès le premier jour pour les journalistes présents, n'a jamais été publié dans la presse du mouvement, ni dans Techniques de Vie, ni dans l'Éducateur.*

*Depuis, le ministre a changé et chacun sait l'évolution qui s'en est suivie; nos plus farouches adversaires pavoisent. A la franchise courtoise du congrès de Nanterre, on pouvait s'attendre à voir succéder une fermeté plus abrupte. Tous ceux qui connaissent le mouvement Freinet guettent nos réactions. Or rien n'est venu jusqu'à présent. Dans le désarroi actuel, cette absence de réaction n'est pas faite pour regrouper les militants, ni pour rallier les sympathisants inquiets. Non seulement aucune réponse ne vient de nous, mais nous ne nous appuyons même pas sur ce qui pourrait renforcer nos positions. Jusqu'à présent, aucune allusion n'a été faite au rapport du Collège de France, toutes les coupures de journaux diffusées ne concernent que J.P. Chevènement.*

*Récemment a été évoqué le problème d'inviter le ministre au congrès de Villeurbanne. Devant les réticences compréhensibles d'une majorité de militants, Pierre Lespine parle de « position très romantique ». Dans le bulletin interne du 19 avril 1985, (que je dois me borner à citer, mais j'en conseille la lecture intégrale; je suppose que tous les membres du CA l'ont reçu) il expose que: « L'invitation de Chevènement fait partie de la négociation pour protéger nos conditions de travailleurs de l'ICEM et continuer le mouvement qui aujourd'hui vit à 80% de subventions nationales ». Autrement dit, nous sommes trop dépendants pour décider par nous-mêmes.*

*(...)*

*On croirait que nous n'avons plus à penser par nous-mêmes, mais à regarder comment réagissent d'autres. D'après P. Lespine, partout où le texte des nouvelles instructions officielles est régressif, c'est que nous avons « mal travaillé ». C'est cela, culpabilisons-nous de l'effet Chevènement! C'est nous qui avons fait table rase de la Consultation Ecole, renforcé le poids de l'Inspection Générale? Pour la première fois,*



notre mouvement semble plus timoré que l'ensemble des syndicats enseignants (est-ce un tournant historique?).

P. Lespine laisse entendre le danger de choc en retour pour le cas où nous redeviendrions critiques. Cela signifie-t-il que ce qui a été accordé au mouvement ne l'a pas été par rapport à ses actions, mais pour lui clore le bec? Je trouve l'hypothèse infamante pour tout le monde: pour ceux qui sont présumés « à vendre » (et jusqu'où?) comme pour ceux qui sont supposés vouloir acheter. Je ne méprise pas les hommes actuellement au pouvoir au point de les accuser de nous vouloir invertébrés. Hormis les rares qui, dans le passé, ont voulu la peau de Freinet à n'importe quel prix, j'ai rencontré bien des gens en désaccord, ponctuel ou plus important, avec ses idées, mais la plupart le respectaient. J'ignore si c'est du romantisme, mais je préfère ce respect-là plutôt que de considérer les avantages reçus (qui n'ont rien de privilèges) comme le prix de notre prostitution.

Inviter Chevènement à Villeurbanne sans avoir préalablement clarifié nos positions sur sa politique est tout simplement suicidaire. Ou bien il y aura des incidents (et nous ne devons pas nous prendre pour la FNSEA (quand des agriculteurs chahutent le ministre dans l'un de leurs congrès, celui-ci préfère ça, à tout prendre, plutôt que des barrages de tracteurs sur les routes), ou bien on aura neutralisé toute expression de la contestation et donc démobilisé ce qui nous reste de forces dynamiques. La voie préconisée par P. Lespine est celle de l'abandon.

### **Les difficultés de la CEL**

Ces difficultés ne datent pas d'aujourd'hui. Elles ne peuvent surprendre que ceux qui ignorent tout ce qui s'est passé dans le monde économique, notamment celui de l'édition depuis plus de 10 ans. Certes, il faut mener une autocritique sur le fonctionnement de la CEL, par exemple le retard apporté à sa modernisation informatique. Encore faut-il ne pas oublier le problème des moyens, c'est lui qui est en cause actuellement. C'est parce que des avis compétents nous confirment que la CEL peut être viable qu'un certain nombre d'entre nous s'acharnent à vouloir la moderniser et, préalablement, à ne pas la laisser mourir.

La naïveté principale serait de croire que nos éditions survivraient si nous en perdions la maîtrise (voir combien de temps Nathan a maintenu Virgule quand il fut lâché par le SNI). P. Lespine évoque une perspective: la récupération par la Ligue de l'Enseignement, via la nouvelle encyclopédie Diderot. Je crois qu'on ne me taxera pas de refuser l'ouverture vers d'autres mouvements, mais je constate l'échec, depuis 20 ans, de toutes nos tentatives de collaboration avec la Ligue, que les négociateurs aient été, tour à tour, moi-même, G. Delobbe, C. Poslaniec. Quand, récemment, la Ligue a lancé ses éditions Ediligue, elle a publié des traductions de documentariers anglais. L'allusion de P. Lespine signifie-t-elle que notre patrimoine documentaire doit être livré sans condition, avec la même soumission qu'il souhaite à l'égard du ministre? Oui à la collaboration, mais à condition que ce soit à part entière, comme la BT a su le faire avec d'autres partenaires: le parc national des Ecrins, le CNES, l'IGN. Pour cela, il faut d'abord sauvegarder l'indépendance éditoriale du mouvement.

Ce que je critique, ce n'est pas le refus de camarades comme Alex Lafosse, qui a bien le droit de penser et de dire ce qu'il veut, même si je trouve ses réactions un peu

*simplistes (je note cependant que son texte n'a pas tardé à être diffusé). Ce qui m'inquiète, ce sont les manoeuvres destinées à jeter le trouble sur l'honnêteté coopérative de ceux qui veulent absolument empêcher la CEL de disparaître (n'est-il pas troublant d'y compter la plupart des anciens membres du Comité Directeur de l'ICEM?), sur les risques de lui voir publier n'importe quoi (alors que, dans le même temps, on reproche « de prendre les mêmes et de recommencer »), peut-on citer des exemples de dérive de l'édition?*

*Les plus acharnés à la survie de la CEL sont ceux qui ont le plus travaillé au prestige du mouvement: BTJ, BT, SBT, BT2, BT Son, J Magazine, Périscope, les outils autocorrectifs, ainsi que des commissions, comme l'éducation spécialisée, qui connaissent le prix de l'autonomie éditoriale, même quand elle ne passe pas par la CEL.*

*Par contre, les manoeuvres de déstabilisation (suspicion, scepticisme sur les chances de survie, dénigrement de la CEL et de ses responsables dans les couloirs de l'ICEM (rarement en séance publique) et malheureusement à l'extérieur du mouvement, enfin dissuasion des militants par l'annonce que les banques vont tout arranger (comme si nous leur demandions autre chose que de nous permettre de tenir jusqu'au redressement! Les banques ne font pas de mécénat, la sauvegarde réelle de la CEL ne peut venir que de ceux qui veulent qu'elle continue). Toutes ces manoeuvres ont une origine commune. Et pour ne pas rester dans le vague, je cite des actions menées au détriment de la CEL:*

**Techniques de Vie:** *Le bulletin a été retiré à la CEL, dénoncée comme incapable de respecter les délais, et confié à P. Sassatelli, un ancien du secrétariat parisien. Chacun appréciera les progrès réalisés, en y incluant la perte du tarif postal Périodiques.*

**Boom'rang:** *On a forcé la main à la CEL pour cette revue rédigée par des adolescents, parce qu'il y avait une subvention à la clé et un groupe de jeunes pouvant bénéficier d'un contrat « Jeunes volontaires » à Paris. Aucune part réelle d'adultes sur place, d'où l'obligation d'intervention à Cannes pour dépasser le journal de potaches. Aucun effort de diffusion. Aucune continuité à l'issue du contrat de la première équipe et sabotage de la revue avant même que la CEL ait pu livrer les derniers numéros dus aux abonnés.*

**Collection « Pourquoi? Comment? »:** *Guy Champagne avait négocié avec l'éditeur Syros un accord selon lequel la CEL achèterait, dès parution, 1500 exemplaires (condition habituelle des éditions à compte d'auteur; l'éditeur ne prend aucun risque et, pour le cas où l'édition marcherait, encaisse les bénéfices. Bien entendu, La CEL refusa de payer ce qu'elle était en mesure de produire elle-même.*

*A condition pourtant que les manuscrits lui parviennent. Actuellement, elle est dans l'impossibilité de fournir les numéros de la souscription 84-85. G. Champagne qui tient tant à son titre de directeur de collection, ne semble pas s'émouvoir d'un retard que rien ne semble devoir combler. Ce retard aurait-il été identique avec Syros et comment croire qu'un éditeur accepterait de telles distorsions de son planning d'édition? Ou bien, la motivation de l'animateur dépend-elle des avantages promis par l'éditeur?*

**L'Éducateur :** *Là aussi, tout a été fait (jusqu'au blocage des manuscrits et la recherche d'un autre imprimeur) pour imputer à la CEL les problèmes de la revue qui tiennent à la désaffection massive de ses lecteurs habituels: les praticiens de la*

*pédagogie Freinet. Alors que les autres revues ont fléchi de 10 à 15% par rapport à leur niveau le plus haut (ce qui est lourd, mais non irréversible), L'Éducateur a perdu plus des 2/3 de ses abonnés par rapport à ce niveau maximum. Au lieu de s'attaquer aux causes, G. Champagne s'est surtout consacré à la critique de la CEL, sans tenir les délais de livraison des manuscrits.*

*Bien entendu, dans tous les cas, c'est la CEL qu'incriminent les abonnés, mais où se trouvent l'incompétence et l'irresponsabilité?*

*Alors que les Journées d'Études de Béziers ont rappelé la nécessité d'une mobilisation pour relancer la CEL, pourquoi certains, au lieu de s'abstenir (ce qui est leur droit personnel), manoeuvrent-ils contre la CEL? Parce que l'indépendance éditoriale est le principal obstacle à leur politique?*

### **Un glissement institutionnel**

*Là également, il y a sûrement une critique à faire des statuts de 1972. Ils cherchaient une double représentation des groupes départementaux et des groupes de travail (commissions et chantiers). Il faut constater que cela fonctionne mal*

*- 9 régions seulement sont représentées au CA et les groupes ne se sentent pas suffisamment présents dans les préoccupations nationales.*

*- Pour ce qui est des animateurs pédagogiques, sans l'effort de renouvellement manifesté aux JE de Béziers, ce ne seraient pas 11 sur 15, prévus dans les statuts, mais beaucoup moins. Beaucoup de commissions et chantiers se sentent en dehors des institutions.*

*- Conséquence: le comité directeur ne compte plus que 3 membres au lieu de 6 prévus dans les statuts.*

*Cette fragilité des institutions est accrue par le renouvellement rapide des élus. Dès 1972, j'avais critiqué la rotation obligatoire tous les 3 ans des membres du CD et de deux fois 3 ans (rarement atteints) de ceux du CA. Faute d'une formation préalable, les responsables du mouvement doivent abandonner leurs responsabilités dès qu'ils deviennent opérationnels.*

*Face à cette situation, on assiste au développement progressif d'un autre pouvoir de fait qui outrepassa le premier. Il s'agit notamment du secrétariat parisien qui détient le monopole de certaines responsabilités. J'ai été, pendant 18 ans, permanent du mouvement et je ne me livrerai à aucune démagogie « anti-permanents ». Dans la mesure où cela n'aliène pas l'indépendance du mouvement, il est utile que des camarades puissent mettre au service du mouvement davantage que leur temps de loisirs. En ce sens, les chantiers BT ont tiré profit d'une plus grande disponibilité des animateurs.*

*Le danger n'est pas dans l'existence de permanents, mais dans le déséquilibre des institutions. Quand j'étais secrétaire de l'ICEM, j'avais de multiples tâches (y compris pédagogiques, on en trouve trace dans les publications de l'époque) et je me trouvais face à un comité directeur de 6 membres. Si j'avais été tenté de dépasser mes attributions, j'aurais été rapidement remis à ma place: celle de préparer les dossiers du moment, de réunir tous les éléments permettant des décisions, puis d'exécuter celles-ci. De plus, n'ayant jamais eu de pouvoir de cooptation des membres des institutions, je n'aurais disposé d'aucun groupe de pression occulte. Il m'est arrivé d'être en désaccord*

*avec le CD, mais je n'avais d'autre ressource que de le convaincre, je n'avais aucune possibilité de lui forcer la main.*

*Or, que voyons-nous actuellement? Un glissement presque insensible vers des situations que refusent la grande majorité des camarades: on obtient un local gratuit à Paris, mais bientôt il faut en louer un autre. On dispose d'une secrétaire en stage, mais il faut ensuite la payer. Qui, par exemple, a pris la décision de tourner le film « Comme un chemin d'enfance » et qui peut retracer les méandres de son financement? Le seul pouvoir des institutions est alors de limiter les dégats, de compenser au lieu de décider.*

*Celui qui dispose d'un pouvoir de fait peut supporter la contestation en faisant le gros dos. Il sait qu'il lui suffira de gagner à lui quelques partisans, au besoin en comblant, par la cooptation, les vides de l'institution et, à mesure que d'autres se retireront impuissants, il obtiendra ce qu'il voulait.*

*La lecture de l'Info-relex est révélatrice: son unique rédacteur écrivant à la première personne et faisant un tri de l'information (cf. le rapport du Collège de France). Cette situation serait dangereuse, quelque soit le désintéressement du responsable. Tout tend à la personnalisation du pouvoir, ce qui peut incliner au pouvoir personnel. Il n'est pourtant pas indifférent qu'en peu de temps, P. Lespine soit devenu membre du CA de l'INRP, secrétaire « général » de l'association pour la Fondation Freinet (avant qu'elle n'ait une vingtaine de membres), candidat au CA du CCOMCEN et j'en ignore probablement. Il est inquiétant qu'on brandisse des menaces des mises à disposition en cas de refus d'alignement (par exemple pour la CEL).*

*Ce qui a fait la force et la spécificité du mouvement, c'est que les objectifs étaient d'ordre éducatif, au sens le plus large, et que les responsables s'appuyaient d'abord sur la fiabilité pédagogique des personnes désignées. Le jour où les critères ne seront plus que technocratiques ou syndicalo-politiques, il ne s'agira plus du même mouvement.*

*Je sais bien que la haine du « non-dit » n'est pas incompatible avec la crainte du franc-parler. Qu'on me pardonne d'appeler un chat un chat, je n'ai jamais caché ce que je pense. On peut seulement me reprocher d'avoir mis quelque temps pour comprendre ce qui est plus qu'une divergence d'opinion, toujours nécessaire parce que stimulante. J'ai longtemps hésité, dans la crainte d'un conflit entre ICEM et CEL, alors que je me sens totalement dans les deux. En fait, le clivage se trouve entre ceux qui gardent une certaine conception du mouvement et une poignée de gens qui, en le confisquant, ne peuvent le conduire que dans l'asservissement et la désintégration. Reste à savoir lesquels sauront être les plus unis et les plus dynamiques.*

*Je le répète, je n'ai aucun intérêt personnel à protéger ou à conquérir. C'est aux militants qu'il appartient de choisir quelle voie ils veulent pour leur mouvement. Pour le cas où le plus grand nombre m'en voudraient de ma franchise, qu'ils s'épargnent la fatigue de me rejeter: un mouvement qui ne compenserait la soumission flasque à l'extérieur que par la rigidité interne, ce mouvement-là ne m'intéresserait pas, il n'est pas le mien.*

*Michel Barré*

J'avais envoyé ce texte aux membres des CA et demandé sa publication dans *Techniques de Vie*, ce qui me fut refusé par Bernard Donnadiou, président en titre de l'ICEM, parce que j'y citais les noms de G. Champagne et de P. Lespine sur des faits précis. Pour couper court à

toute tentation que j'aurais pu avoir d'envoyer mon texte aux Délégués Départementaux, puisque j'en possédais la liste, Lespine me téléphona pour dire que si j'avais cette tentation, il empêcherait toute solution de sauvetage de la CEL. Ce chantage odieux était inutile, car je n'avais aucune intention de lancer clandestinement un « appel au peuple ».

J'espérais que le CA ouvrirait les yeux et prendrait les mesures d'urgence à l'égard du secrétariat parisien. Peu de ses membres soutenaient vraiment Lespine, mais bon nombre pensaient que, face aux difficultés, il était « dommage de ne pas s'entendre ».

J'appris que Lespine avait ironisé sur mon texte en parlant de « ces divas qui ne cessent de faire leurs adieux au public ». Mon abandon de toute responsabilité était pourtant définitif, d'abord parce que je me trouvais en première ligne depuis 18 ans et que j'avais choisi de me retirer, mais surtout je ne voulais jouer aucun rôle d'éminence grise, agissant dans l'ombre. Je m'étais fait le serment d'accepter seulement des tâches précises au service du mouvement, mais plus aucune responsabilité, officielle ou occulte. En cas de défaillance, seule une tâche limitée en pâtirait, alors que l'absence d'un responsable pourrait bloquer tout un ensemble d'activités. Je crois avoir tenu parole, je n'ai conservé que le droit imprescriptible de tout militant d'exprimer ce qu'il pense.

### **Le dépôt de bilan de la CEL (juin 85)**

Comme on pouvait s'y attendre devant l'absence de tout recours, la CEL, incapable d'assurer ses échéances, dut déposer le bilan. Ce qui me faisait le plus mal était de partir à ce moment angoissant, comme les rats quittant le navire qui les a si longtemps portés. Lors de mon pot d'adieu à tout le personnel, aussi bien celui du secrétariat que des machines et de la préparation des envois, je tins à rappeler que mon départ était programmé depuis un an, que je ne pouvais rien y changer mais que je resterais définitivement attaché à cette maison où je venais de vivre 18 ans.

### **Congrès de Villeurbanne (août 85)**

J'avais décidé de ne pas y participer. D'ailleurs, j'étais désormais accaparé par mes activités au Musée de l'Éducation. Lespine avait arraché au CA de printemps la décision d'inviter le ministre au congrès, à cause du précédent Savary. Le contexte était pourtant très différent, mais il ne fallait surtout pas indisposer Chevènement, subvention oblige. Comme ce dernier éprouvait peu de sympathie pour l'ICEM, il délégua une de ses collaboratrices qui se fit un peu chahuter, comme je l'avais déjà craint en 83. Les membres du CA commençaient à comprendre qu'il faut voir les problèmes en face et ne pas craindre de parler franc avant les prises de décisions.

Lespine, espérant une mise à disposition pour la Fondation Freinet, avait coopté une camarade à sa botte pour le remplacer au CD et au secrétariat parisien, afin de le rendre plus disponible pour les diverses candidatures qu'il avait posées. L'assemblée générale ouvrit enfin les yeux et refusa cette machination. Furieux, Donnadiou démissionna avec fracas de sa responsabilité de président. La nouvelle équipe élue découvrit alors le déficit financier de l'ICEM due à la gestion calamiteuse de Lespine.